

Communiqué du LYS NOIR
Leslysnoirs@gmail.com

Dans un article daté d'aujourd'hui vendredi 7 juin 2013, le quotidien *Le Monde*, sous la signature de Nathalie Guibert et de Caroline Monnerod, a décidé, comme une centaine de médias depuis cinq jours, de commenter les fantasmes du Lys Noir auquel c'est la première fois que cela arrive, lui qui aime bien les blondes un peu bourgeoises et salopes en même temps...

Maintenant que la planète entière va ainsi s'intéresser à ce que les militants Lys Noir ont dans la tête en se couchant... Il est de notre responsabilité d'avertir nos lecteurs que nous voyons dans cet emballement inespéré une manœuvre du lobby maçonnique de l'armée avec lequel Jean-Dominique Merchet, du journal *l'Opinion* à l'origine des premiers articles, entretient les meilleures relations de confiance.

Pire encore, l'article de l'organe socialiste initié *Le Monde* s'appuie sur le contenu de notre revue *Arsenal* pour inventer littéralement, au passage, et après avoir insisté encore sur nos fantasmes, un soi-disant projet de *comité de salut public* qui aurait été prévu autour des généraux intégristes Puga et Dary.

Ce faisant, le quotidien place évidemment ces deux généraux un peu «planplans» dans une situation délicate et surtout injuste au regard de leur soumission républicaine jamais prise en défaut auparavant.

Pourquoi le Monde a-t-il monté ce bobard en s'appuyant sur l'émotion suscitée par nos articles ? Evidemment parce qu'il a quelque chose en tête et que ce quelque chose s'appelle une épuration en préparation dans la haute hiérarchie militaire où les franc-maçons ne veulent plus entendre parler de généraux qui vont dimanche à une messe intégristes et commandent lundi à des milliers de parachutistes, légionnaires, tankistes ou marsouins...

Pour y parvenir, le lobby maçonnique qui nous a déclaré une guerre civile inutile ne récoltera qu'une seule chose : la victimisation de centaines d'officiers catholiques qui, poussés à bout, se vengeront alors à la première occasion d'honneur.

Nous en faisons le pari ! Le coup d'Etat viendra des erreurs sensées l'empêcher préventivement... C'est trop drôle...

**Précipitez-vous
aussi sur
ARSENAL...**

«En ces temps d'imposture universelle, dire la vérité est un acte révolutionnaire» (G. Orwell)

sur tumblr.com

Lys noir

Organe
clandestin de
la Mouance
Printemps
Français

Webdomadaire d'actualité

Numéro B 11 / Vendredi 7 juin 2013 : leslysnoirs@gmail.com - GSM : 06 59 59 16 35

Antifas :

**la tribu du
confort moral**

**Et si on s'inspirait
des rois nègres ?**



Editorial

Ce qui nous sépare de Béatrice Bourges

Nous ne connaissons pas Béatrice Bourges, nous ne savons pas d'où elle vient, sauf peut-être d'*Ichthus*, et elle ne nous connaît pas non plus puisque sa culture anarcho-royaliste est assez légère...

Si le printemps Français est bien une sorte de *mai 68* ou de *printemps arabe*, nous en sommes évidemment puisque nos jeunes militants nous assez pompé l'air pour vouloir en être à chaque occasion alors que, nous le répétons ici : le pouvoir ne se prend pas dans la rue à quelques civils...

Mais si le Printemps Français, c'est uniquement et strictement le groupe coopté par Béatrice Bourges pour construire son réseau autour de la marque déposée «Printemps français», nous n'en sommes évidemment pas, nous qui, d'ailleurs, n'avons aucunement l'intention d'imprimer des logos en pin's, des tee shirts, ou des drapeaux.

Nos rapports structurels avec Béatrice Bourges sont donc inexistantes et le resteront. Ce n'est pas du mépris, c'est tout simplement que les acteurs d'une révolution ne sont pas obligés de se connaître et d'avoir été présentés les uns et aux autres... Surtout que le Lys Noir a bien deviné depuis deux semaines, depuis qu'*Aujourd'hui en France* a laissé une source policière affirmer dans ses colonnes (samedi 25 mai) que le Lys Noir serait à l'origine de la structure *Printemps Français*, la très mauvaise intention de la police du régime : associer la gentille et irréprochable Béatrice Bourges à des éléments infiniment plus radicaux : c'est à dire Nous... Ceci afin d'interdire son mouvement naissant sous la forme de sa marque déposée.

Mieux. Ce que Béatrice Bourges sait désormais faire, c'est à dire amener des veilleurs et transformer des JMJ en guerriers, nous lui en reconnaissons l'expertise et nous ne voulons surtout pas nous mêler de son travail essentiel, fondamental même, puisque, nous l'avons déjà écrit ici dix fois : les veilleurs sont le meilleur de notre offensive printanière, le plus solide aussi...

En revanche, maintenant que c'est clair avec l'aide des médias mobilisés contre la sortie de notre supplément *Arsenal*, nous persistons à penser que la survie de la *France des gens bien élevés* ne tient plus qu'à une réaction brutale, désespérée et sauvage des officiers catholiques dont le pauvre Benoit Puga, candidat au désespoir si la branche républicaine sur laquelle il a eu tant de mal à grimper venait à se rompre, n'est certes pas le modèle ! On nous aura mal compris !

Répétons-le encore ici : nous ne voyons de salut que dans l'action de «capitaines aux oeillets» sortant des casernes pour installer le digne Jean-Pierre Chevènement à l'Elysée... Sinon, la sainte affaire de salut dont parlent aujourd'hui la plupart des officiers catholiques en privé, échouera et nous n'aurons plus qu'à faire place net au grand remplacement.

Et si le Printemps Français ne s'arrêtait pas ? Et s'il durait jusqu'à un coup d'Etat militaire libérateur ?

Ces gardés à vue qui plient leur couverture

Est-ce parce que ce sont pour près d'un quart d'entre eux des enfants d'officiers catholiques... mais les 750 veilleurs et manifestants «Printemps Français» arrêtés depuis le début du Printemps Français stupéfient les policiers par un détail étrange et récurrent : en sortant de leur cellule au bout des 48 heures de garde à vue, ces jeunes gens de bonne éducation plient la couverture sous laquelle on dormi avant eux des clodos, des putes, des dealers, des pauvres gens, des fêtards, et des racailles... Oui, ils plient la sèche couverture de laine verte, au carré !

Ainsi, dimanche soir 2 juin, à 19h00 sur BFM, une avocate membre du collectif d'avocats chargé de la défense des gardés à vue, confiait son témoignage capital : «*les policiers avec lesquels j'ai parlé sont sidérés de ne pas se faire insulter. Certains sont étonnés de voir des couvertures repliées après le départ des manifestants*».

Naturellement, dès qu'il ont envie de pisser ou de boire un peu d'eau dans la souricière, les gardés à vue du *Printemps français* ne tapent pas dans les portes métalliques pendant une demi heure jusqu'à faire le bâtiment se soulever et réveiller le flic de service passablement aviné que l'on a mis là parce que ce serait dangereux pour tout le monde de le jeter dehors en patrouille ou faction... Non, ils sont patients et servent du «*s'il vous plait; Monsieur*» dès qu'un uniforme passe par hasard pas très loin...

Dans la cellule que les gardés à vue quittent les policiers ne retrouvent jamais un corps de femme dessiné avec des excréments et sous-titré : «*Enculés de français, vos femmes on va toutes les niquer par le fion, putain de votre race.*» Non, c'est à peine si, avec un crayon a rimel oublié dans leur poche par la fouille, des jeunes filles ont, un jour, dessiné un coeur sacré de Jésus....

En tout cas, elle n'ont pas laissé le téléphone de leur meilleure amie pour proposer une par-touze anale, histoire de rigoler un peu, et personne chez les garçons n'a gravé des bites géantes dans le ciment avec des pointes de fourchette : tout cela étonne prodigieusement les policiers qui se demandent alors si tout cela n'est pas un rêve exotique cruel... Une sorte de pause destinée à mieux souligner encore l'horreur de

leur ordinaire...

Le clou, c'est quand les gardés à vue chantent et prient à l'unisson. C'est si joyeux, si beau, la résonance des cellules est si peu profane, elles se prêtent tant au sacré que certains policiers s'en trouvent émus et vont le dire à leurs chefs...

Inutile de préciser que les jeunes gens en question savent évidemment tous signer les procès verbaux de leur nom et peuvent relire leur déclaration sans difficulté ni traducteur originaire des balkans ou d'Asie centrale... Et comme il étaient propres avant d'entrer, leurs cellules ne sentent que l'encombrement des rafles... pas la misère crasse... Les policiers ne redoutent alors pas d'y contracter des maladies tropicales, surtout quand ils voient en souriant la couverture verte pliée au carré. Certains flics sentimentaux, se seraient même exclamé : *ah, les braves petits !*

Dans ces conditions les divisionnaires de la hiérarchie maçonnique policière veillent et tordent la bouche : *pas de mansuétude ! Chacun joue sa carrière et son avancement !* ont-ils fait clairement savoir à tous les officiers chargés de répercuter...



Dans les geôles de la république le comportement exemplaire des enfants d'officiers catholiques stupéfie les policiers et entame la combativité pourtant réclamée par la hiérarchie maçonnique...



Jeunes printaniers français, Unabomber, le grand sacrifié, vous regarde depuis sa cellule d'isolement sensoriel de supermax...

Le *Printemps Français* est la première insurrection anti-maçonnique au monde si on oublie les Cristeros et les pauvres gens de Canudos suivant le conseilero-dan le Nordeste Brésilien. En tout cas, c'est la première insurrection en Europe... et c'est aussi en France -ô cher pays qui avait encore cela en lui !- que l'insurrection morale a pris un caractère civilisationnel et anthropologique conscient... C'est en France qu'une jeunesse ne se bat franchement pas pour son avenir social mais pour une certaine façon de vivre comme avant depuis toujours, depuis que l'Homme est Homme, rendant de cette façon le plus vibrant hommage à l'Homme ancien de Bernanos...

C'est en France que le combat contre l'oppression technologique et sa piétaille bobo a pris corps, au point que là-bas, dans sa cellule d'isolement sensoriel de Supermax, Unabomber, notre grand sacrifié anarcho-primitiviste, doit regarder fièrement cette jeunesse

de France qui ne le connaît pas mais qui avance dans ses pas contre la gauche pestilentielle des forces de mort que Unabomber nous a désigné comme LA grande cible anthropologique...

Ainsi, par leur comportement, les militants de notre *Printemps Français* donnent au monde, sans le savoir, juste par bonne éducation, une véritable leçon de comportement révolutionnaire.

En effet, face à la répression inique, le calme et une froide politesse peuvent être des armes efficaces pour diviser l'ennemi. L'émouvoir d'abord, le diviser ensuite...

Au Vietnam, par exemple, les USA comptèrent jusqu'à 600.000 G.I's et des milliards de tonnes de matériels et munitions... Mais devant les bonzes qui s'immolaient, toute leur quincaillerie devenait vaine... Leur puissance devenait subitement obscène... et la honte les coupait en deux, elle les frac-turait, entre ceux que cela excitait à plus de violence encore et ceux, plus nombreux, qui voulaient simplement en finir et ne plus être obligés au «sale boulot».

Ô certes, ce ne sont pas les veilleurs ni les manifestants à pancartes qui emporteront le morceau et bâtiront la «République

leur ferez bien comprendre que l'on ne rigole plus et qu'il y a de la force de conviction derrière le gardé à vue et qu'un jour ce jeune homme entravé et poli pourra être celui qui entrera sauvagement dans le commissariat avec une section de chasseurs alpins qui chercheront les divisionnaires partout...

Faut-il arrêter de plaisanter avec les plus humains et les plus compatissants de ces policiers ? Oui, il le faut ! On ne plaisante plus... La grand guerre civilisationnelle a commencé et ce sera comme jadis en Espagne. Faut du sang pour que les idées se dégagent. Aussi, il y aura des torrents de sang de part et d'autre... La lâche neutralité sera alors la plus risquée des attitudes...

Faut-il accepter une gentillesse, un sandwich ou une clope ? Non... ta gentillesse, tu te la gardes, comprends-bien, ennemi, que les choses sont devenues très sérieuses...

Faut-il avoir une attitude de complicité convenue avec celui enclin à faire comprendre qu'il vote bien quand c'est le moment démocratique de le faire ? Celui-là, cette ordure, il faudra le traiter plus durement que les autres. Il faudra lui cracher au visage... car qu'est-ce qu'il fout ici alors, ce fumier à nous taper dessus comme les autres et peut-être plus que les autres pour se dédouanner... ?

Cela n'empêche évidemment pas de continuer à plier la couverture au carré en partant...

Au contraire ! Dans ce cas, le morceau de laine mitée en ordre ne le sera enfin plus par l'effet d'une gentille et sympathique manie de jeune homme bien élevé... Non. A cet instant la couverture pliée derrière soi sera comme une promesse de mort pour les pourris... pour les trop vendus... La couverture pliée sera comme une promesse d'organisation sociale future... et c'est alors qu'elle prendra toute son importance dans le combat révolutionnaire...

Devant la triste couverture pliée le policier prendra tout simplement peur... cela lui fera froid dans le dos ! Si bien qu'à cet instant, il se dira que, pour ses gosses et sa femme, il faudrait peut-être mieux quitter le camp qui le nourrit pour le camp qui le sauvera; lui et tout le monde...

Royale», mais c'est eux, assurément, et eux seuls, qui rendront d'abord la position du gouvernement moralement intenable.

Le *Printemps Français* de Béatrice Bourges n'est donc pas le contraire du Lys Noir, c'est son ouverture, sa préface indispensable... Quand les ministres seront moralement épuisés et disqualifiés, viendra rapidement le temps de la dépression de groupe dans les ministères et de la *Révolution des Oeillets* que nous attendons tous à la façon d'une parade amoureuse entre la foule bridée et son armée...

DÉFINIR UNE CULTURE DU PANIER À SALADE...

Dans ces conditions, il est nécessaire que notre *Printemps Français* se dote le plus rapidement d'une culture du panier à salade et de la garde à vue, indispensable afin que l'inné et la courtoisie acquise par chacun, puissent être transformés en armes conscientes de fracturation du corps de police.

Faut-il regarder dans les yeux, ces pauvres types souvent ventrus aux allures d'électeur FN de pavillon de grande banlieue ? Oui, il le faut et avec une pointe de dureté. Si ! De la dureté ! Il faudra vous forcer, jeunes amis !

De cette façon seulement, vous

Sans doctrine, les antifas ne voient le onde qu'à travers leur fascisme fantasmé partout... Hommage involontaire à un système mort qui n'intéresse plus qu'eux, les Antifas sont à leur corps défendant, des veilleurs dans leur genre...

Les antifas, une perversion du confort moral

Le pire est arrivé pour les antifas : le système s'est immédiatement porté à leur secours pour les plaindre jusqu'au président de la République pressé depuis le Japon d'apporter ses condoléances à la tribu... Tout le monde aura donc pris immédiatement parti pour la tribu antifa contre une bande de skins pourtant poussée à bout dans une sombre histoire de rivalité lors d'une vente privée de vêtements de la marque Lonsdale, ce qui prouve au passage le caractère fashion victime des deux groupes...

Les Antifas comptent désormais un mort par K.O. Ce mort, ce martyr des petits cons, faut dire qu'ils le cherchaient depuis longtemps... Un petit blanc efféminé et malin, enfant d'un couple de profs bretons, fera donc l'affaire. Les antifas vont ainsi pouvoir pleurnicher pendant des mois avec ce Clément Méric dont on ne voit pas très bien à quoi il pouvait prétendre physiquement devant des skins... Voulait-il s'acheter un peu de gloriole romantique anti-fasciste ? Eh bien c'est raté.

En le pleurant, les antifas se révéleront simplement tels qu'ils sont en réalité : un simple syndicat de pleureuses africaines. Les manifestations, marches blanches et délirantes interdictionnistes ont commencé tout de suite, avec une énergie qui montre au passage combien les antifas s'ennuient regarder le capitalisme sans bouger depuis leur posture morale de défenseurs du monde libre contre le vilain fascisme... tétanisés et vampirisés par le libéralisme.

Il avait l'air gentil ce Clément Méric, mais cela ne retire rien à son côté petit con. C'est pour lui sans doute que UnaBomber avait écrit dans son manifeste : «...le fait que beaucoup de gauchistes individuels sont personnellement doux et assez tolérants n'empêche en aucun cas le gauchisme dans son ensemble d'avoir une tendance totalitaire»...

Clément Méric avait certainement le sentiment d'être au côté de l'Empire du Bien et de se trouver du bon côté de la morale. Il était bon élève poursuivait science Po et aurait certainement fini socialiste après avoir peut-être dirigé une grève étudiante avec un peu de chance...

Pour lui spécialement, UnaBomber, si génial tueur de gau-

chiste, avait encore écrit : «Les types sursocialisés qui essaient de satisfaire leur attirance pour le pouvoir en imposant leur morale aux autres sont certainement là depuis longtemps. Mais nous PÉNSONS que le rôle décisif joué par les sentiments d'infériorité, le manque de confiance en soi, l'impuissance, l'identification avec les victimes par des gens qui ne sont pas des victimes, est une particularité du gauchisme moderne. L'identification avec les victimes par des gens qui n'en sont pas peut dans une certaine mesure être trouvée dans le gauchisme du 19ème siècle et les débuts du Christianisme, mais pour autant que nous puissions discerner, les symptômes de manque de confiance en soi, etc, étaient loin d'être aussi évidents dans ces mouvements, ou d'autres, que dans le gauchisme moderne. Mais nous ne sommes pas en position d'affirmer avec assurance qu'aucun mouvement de ce genre n'a existé avant le gauchisme moderne. C'est une question significative à laquelle les historiens doivent prêter attention...»

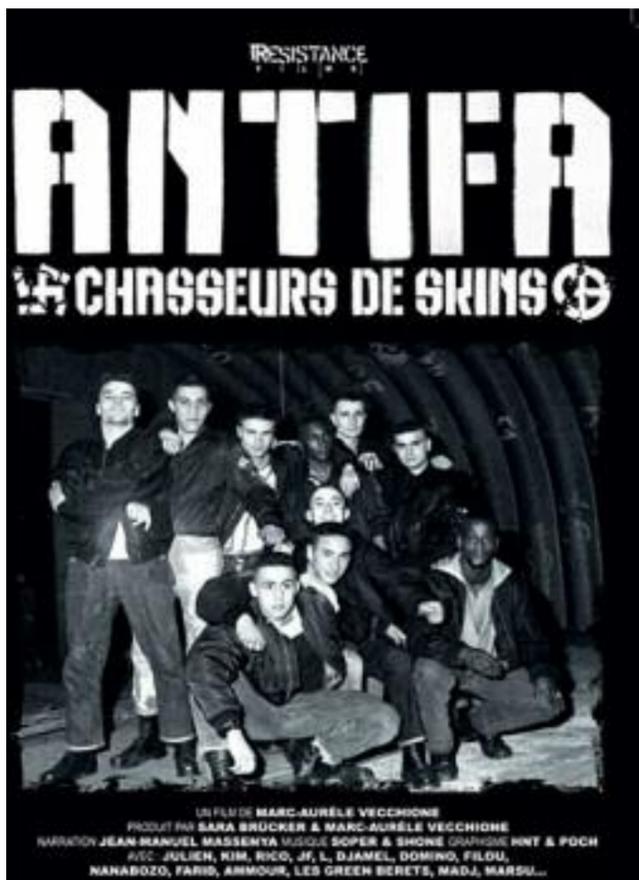
Oui, c'est cela, les gauchistes sont un rempart moral du capitalisme. Ils le protègent du «fascisme en touchant au passage le RSA, l'APL pour leur squatt, et en buvant des Mort subites de chez Lidl...

Clément Méric aurait probablement contesté cela avec l'argument que le fasciste n'est historiquement qu'un nerf du capitalisme...

Étudiant à Sciences Po, originaire de Brest, Clément Méric, également syndicaliste étudiant, faisait d'ailleurs partie du réseau Action antifasciste Paris-banlieue. Ce groupe, né en 2008 et inspiré d'homologues allemands ou du "Scalp" français, reprend en fait la plupart des codes et des valeurs qui étaient celles des "redskins" des années 1980. C'est un groupe violent qui revendique sa violence comme une nécessité morale.

Le pire avec les Antifas, c'est qu'ils ne savent certainement pourquoi ils pensent ainsi. Même rackettés par les tures de Berlin, les antifas de là-bas sont restés aussi antifas que ceux de chez nous qui, regards baissés devant les racailles, préfèrent jouer au jeu plus confortable de la chasse au facho ou au skin isolé...

On aura tout compris de l'antifa quand on se remémorera cette expérience très intéressante sur le



conditionnement de groupe lorsque des scientifiques avaient enfermé vingt singes dans une pièce avec un escabeau au milieu. Une banane était attachée au plafond de sorte qu'elle n'était accessible qu'en montant au sommet de l'escabeau. Si tôt qu'un singe posait la patte sur l'escabeau, une douche glacée arrosait la pièce, et donc tous les autres singes, ce qui ne manquait pas de les énerver. Au bout d'un certain nombre de tentatives et de douches froides, les singes finissent par établir un lien causal, parfaitement pavlovien, entre la douche et le fait de monter sur l'escabeau, de sorte que celui qui s'aventure pour prendre la banane se fait tabasser par les autres dès qu'il approche de l'escabeau.

Quand plus rien ne se passe au bout d'un temps déterminé, on fait sortir un singe et on en introduit un nouveau. Le nouveau se dirige assez rapidement vers la banane, mais il n'a pas posé le pied sur l'escabeau qu'il se fait immédiatement tabassé sans sommation par les autres. Alors on continue, on en échange un deuxième : même punition pour lui. Puis un troi-

sième, un quatrième et ainsi de suite jusqu'à ce que les vingt premiers singes soient tous remplacés ! Pour le vingtième nouvel arrivant c'est toujours le même châtimement, s'il ose approcher de l'escabeau. De sorte qu'à la fin, aucun singe de la pièce ne sait pourquoi il ne faut pas s'approcher de l'escabeau, et pourquoi il faut empêcher quiconque d'y monter.

C'est là un réflexe de groupe, sans aucune connaissance de la réalité. C'est la grande explication du comportement antifa : Les antifascistes d'aujourd'hui, agissent comme ces singes conditionnés, sans savoir pourquoi ils le font. En revanche, on les remarque du côté de l'innocence du délire en groupe, c'est-à-dire du... fascisme.

Intellectuellement, les Antifas qui ne disposent que de quelques fanzines convenus, hystériques et illisibles, ne produisent rien d'autres que des dessins avec des étoiles, du noir, du rouge, et des queues de chat.



Sans idéal généreux, sans amour, sans même la possibilité de s'identifier autrement que «contre», les antifas sont en réalité de simples censeurs mobilisables en configuration «nerf» par des millionnaires tels que Pierre Bergé ou par le groupe «cafés Starbuck's» que les antifas parisiens, le 10 février dernier, libérèrent bien à propos d'un siège organisé par les Identitaires...

Les antifas peuvent voir le fasciste partout où cela leur convient. Chez François Asselineau qui tire parfois ses théories par les cheveux et qu'ils persécutèrent ou chez Nicolas Dupont Aignan qu'ils agressèrent un jour.

Aussi, ces bobos en mal de combat, ses étudiants à dreadlocks et keffieh, ces faux-punk à chiens jaunes feront-ils, à la façon des fems, des mercenaires parfaits pour telle ou telle grosse fortune «anticonformiste».

Ainsi, François Asselineau affirmait un jour que la plupart de ces mouvements est infiltrée au mieux, subventionnés au pire, au choix, par des officines Américaines (CIA, think tank de mouvements conservateurs), Service secrets Français ou associations Israélienne (genre LDJ, ou encore BETAR).

Selon Asselineau : «le site INDYMEDIA est hébergé chez LAYERED TECHNOLOGIES Inc., très grosse entreprise américaine dont les principaux centres de traitement et de stockage des données se situent à Dallas (Texas), Kansas City (Kansas), Chicago (Illinois) et Cedar

Falls (Iowa). Le site «REBELLYON» est également hébergé aux USA, chez SWIFT VENTURES Inc, société américaine localisée à Seattle (État de Washington).

Par ailleurs, à en croire le site très bien informé DISCOVERTHENETWORKS.ORG, l'ensemble du réseau INDYMEDIA (IMC) recevrait une aide financière :

- du George Soros's Open Society Institute,
- de la Fondation Ford (qui est l'un des habitués faux nez des services secrets américains),
- de la Glaser Foundation,
- et de la Tides Foundation (qui aurait versé à INDYMEDIA un don de 376.000 dollars en 2011).

Quant à Action Antifasciste, qui se veut héritière des Redskins des années 80, elle est organisée en petits groupes autonomes, avec une préférence pour l'action directe, voire l'affrontement physique. Le blog Failfaf présente une série de photos récentes du groupe Action antifasciste Paris-banlieue, auquel appartenait Clément Méric, où l'on retrouve les "codes" redskins : environnement urbain, code vestimentaire...

Sur son site, Action antifasciste pose les bases de son fonctionnement : des groupes "autonomes", cooptés de l'intérieur, cherchant à lutter également contre la "culture fasciste". L'organisation s'était engagée en faveur de la loi sur le mariage gay, et plusieurs sites de la

Chez les homos, le sexe est roi

Ce que l'on appelle parfois «culture gay» est surtout constituée par un ensemble de pratiques à connotation fortement sexuelles. Ainsi, la communauté a-t-elle obtenu cette semaine que les poppers pourront de nouveau être commercialisés en France.

Le Conseil d'Etat a annulé l'arrêté de 2011 qui empêchait la vente de ces vasodilatateurs également utilisés pour optimiser les performances sexuelles.

(...) «Il n'y a désormais plus aucun texte qui régleme les poppers en France, quels que soient leurs composants actifs. Nous sommes très satisfaits de cette décision qui est une victoire du droit», a déclaré à l'AFP Remi Calmon, président du Syndicat des entreprises gaies (Sneg), qui avait saisi la juridiction. «Cette interdiction totale, unique dans le monde, avait conduit des consommateurs à se reporter sur des substances bien plus dangereuses», estime Rémi Calmon.

mouvance critiquent ou se moquent des mouvements parallèles à la Manif pour tous comme celui des Veilleurs.

Le compte Facebook d'Action antifasciste se fait l'écho des manifestations en Turquie ou des attaques xénophobes menées par des militants d'extrême droite en Grèce, mais relaie aussi des messages féministes et écologistes, des appels à manifester en faveur de meilleurs logements pour les Roms, ou issus d'ONG comme Human Rights Watch.

Le groupe a également participé à des rassemblements pro-mariage gay, comme en témoigne cette vidéo, dans laquelle on peut apercevoir Clément Méric.

Le groupe de Clément Méric préparait également un concert et une manifestation, samedi 6 juin, pour soutenir des militants du groupe "Victimes de répression".

En tout cas, nul doute que pour le groupe de Clément Méric l'extrême-droite était bien le seul danger, le seul ennemi, l'expression de la forme la plus achevée du capitalisme... et que lutter contre un skin ou un identitaire pas assez looké casual relevait du devoir moral le plus absolu... Le pauvre jeune homme aura payé sa bêtise beaucoup trop cher mais, au fond, qui nous dit qu'une fois devenu membre du PS à la sortie de Science Po, il n'aurait pas commencé à être vraiment dangereux ?

Nous ne le pleurerons donc pas.

Un visage de gamin sans virilité et de petit blanc soumis à la loi des envahisseurs, Clément Méric qui voulait boxer dans une catégorie dangereuse était déjà un ennemi irréductible de son propre «vieux pays»...

Pire que le Parti socialiste maçonnique, il y a les libéraux salopards de l'UMP... Et quand l'UMP prend le visage d'une jolie femme; héritière de l'oligarchie, un dégoût d'assassin nous surprend...

Ah, quelle salope...



Tout le week end, l'horrible UMP s'est livrée à l'exercice d'un vote électronique naturellement truqué pour faire place à Nathalie Kosciuko Morizet, candidate bobo soutenue par traité de gang par Copé, favorable aux cultures de mort et soutenue par sa famille de grands initiés maçonniques.

Plusieurs candidats à la primaire ayant émis des doutes sur le déroulement et la sécurité du vote électronique, l'UMP s'est naturellement encore couverte de tricheries et de mensonges..

Car le scrutin était facile à frauder. C'était même un jeu d'enfant. Jeudi, par exemple, il était possible d'inscrire n'importe quel électeur parisien au scrutin, à condition de connaître son état civil (nom, adresse et date de naissance). Et d'avoir un peu de temps (et d'argent) à perdre. Pour s'inscrire, il suffisait de se rendre sur le site www.primaireparis.fr puis de cliquer sur "je m'inscris". Là, il fallait décliner son état civil. Le site étant couplé avec les listes électorales parisiennes.

Ainsi, en renseignant notre nom, adresse et date de naissance, le logiciel, créé par Docapost, une filiale de La Poste, retrouvait notre trace. Une fois que l'on avait attesté "sur l'honneur" de notre identité, il fallait fournir un numéro de téléphone et une adresse mail. Un message électronique nous était alors envoyé. En cliquant sur "confirmation", on accédait à une plate-forme de paiement sécurisé, on rentre

ses coordonnées bancaires et le tour était joué : notre inscription à la primaire était validée. Ne restait plus qu'à attendre l'ouverture de scrutin vendredi matin, et l'envoi de codes nous permettant de voter.

Avec ce système, il était donc possible d'inscrire plusieurs électeurs parisiens, sans leur consentement.

Jugez-en : après avoir renseigné son état civil et confirmé que nous étions bien cet inconnu seulement connu par son état civil minimum, nous pouvions créer une fausse adresse mail à son nom et donner notre numéro de portable, déjà utilisé pour notre première inscription. La carte bancaire était également la même que celle de la première procédure ! Car surprise l'inscription était validée !

Même procédé et même gymnastique étaient donc possibles avec d'autres anonymes au CV trouvé sur Internet ou dans un fichier UMP par exemple... Des expériences sur quatre votes cumulés furent effectuées avec succès, notamment pas le site *Metronews*.

Pour engranger de cette façon une dizaine d'électeurs, l'opération prenait à peine 30 minutes et ne coûtait qu'une trentaine d'euros. Un procédé simple, d'autant plus que le nom des électeurs potentiels est disponible sur les listes électorales parisiennes, facilement accessibles en mairie sur simple présentation de sa carte d'électeur.

Si l'UMP est restée discrète sur le sujet, la

faillie était connue des organisateurs du scrutin. "On peut effectivement voter pour deux personnes, mais c'est une décision qui est assumée, expliquai-je on la veille chez Docapost. Nous avons prévu le cas de couples qui n'auraient qu'un seul portable ou qu'un seul mail pour deux. Cela ne peut pas permettre une fraude à grande échelle".

Reste la question du paiement. La même carte bancaire pouvait être utilisée pour les différentes inscriptions. "C'est le processus d'inscription le maillon faible". C'était déjà le cas en juin 2011, quand Europe-Ecologie les Verts (EELV) avait déjà opté pour le vote électronique, via Docapost, afin de désigner son candidat à la présidentielle. "Nous, nous demandions à chaque inscrit de nous envoyer par courrier sa carte d'identité. Les codes pour voter étaient également transmis par voie postale, précise Alexis Braud, le responsable du scrutin à l'époque. À l'UMP, toutes les attaques ont jusqu'à présent porté sur le logiciel de vote. Alors que c'est le processus d'inscription le maillon faible."

Après l'élection triomphale de NKM avec 58% des suffrages, il est évidemment trop tard pour revoir les règles du jeu du côté de l'UMP parisienne. Trop alléchée par l'idée de plonger elle aussi dans les délices de la compétition électorale entre deux connes un peu jolies, l'UMP a choisi son parti, celui de la plus crasse médiocrité. Elle ne gagnera pas Paris.

Tant que des partis européistes et atlantistes aussi nocifs que le PS, le Modem et l'UMP ne seront pas proprement interdits et dissous, il ne faudra pas s'étonner que ceux-là cherchent à nous dissoudre. C'est le jeu.. Mais tout de même, il y en a comme Copé qui cumulent beaucoup....

Oh, l'enculé... l'enculé...

On peu reconnaître à François Fillon, ancien séguiniste, probablement toujours souverainiste, une certaine pureté neurasthénique, mais alors ce Copé, quel bel enculé !

Jeudi, averti en sous-main par le PS que celui-ci allait s'engager dans la dissolution de tous les mouvements d'extrême droite ou considérés comme tels, Copé décidait de leur griller la politesse et de ne pas apparaître en reste dans l'offensive...

Copé réclamait ainsi la dissolution des «groupuscules d'extrême droite comme d'extrême gauche» dont la «seule expression est la violence», après la rixe dans laquelle Clément Méric a trouvé la mort.

Cela ne devrait pas nous concerner, nous qui avons un journal intelligent mais nous ne nous faisons aucune illusion... le Lys Noir devra probablement devenir le Lys gris ou quelque chose comme cela..

«Ces groupuscules extrémistes - d'extrême gauche, comme d'extrême droite - sont un danger», a expliqué le patron de l'UMP lors d'un point de presse au siège du parti.

«Nous devons en tirer toutes les conséquences et je demande donc au ministre de l'Intérieur de prendre ses responsabilités. Ses groupuscules extrémistes dont la seule expression est la violence doivent être dissous», a-t-il déclaré.

Le député-maire de Meaux avait pompeusement expliqué auparavant qu'il observait avec «beaucoup d'inquiétude monter dans notre pays une radicalisation, dans les paroles comme dans les actes, de groupuscules extrémistes qu'ils viennent de l'extrême droite comme de l'extrême gauche».

«Ils ne doivent bénéficier d'aucune complaisance et d'aucune impunité car la violence n'a aucune place dans notre démocratie», a-t-il récité en appelant «chacun à prendre ses responsabilités» et à «dénoncer ceux qui, parce qu'ils sont trop faibles pour faire valoir leurs vues par le débat, veulent les imposer par la force...» et blablabla blabla...

«L'UMP a toujours combattu ceux qui veulent imposer leurs idées par la terreur, elle n'abandonnera jamais cette lutte», a-t-il lancé.

Dans un vertigineux exercice de langue de pute le président tricheur de l'UMP a cru bon d'ajouter «solennellement» que son parti «n'acceptera aucun amalgame, aucun raccourci douteux, aucun procès d'intention».

«Je condamne tous ceux qui voudraient instrumentaliser cet événement odieux à des fins politiciennes. Le devoir de chacun est d'avoir la pudeur et la décence de ne pas tenter de récupérer de manière partisane un drame humain», a-t-il déclaré.

Plusieurs responsables de l'UMP, comme le patron des députés Christian Jacob, la déléguée générale adjointe Valé-

rie Debord, le député Luc Chatel ou l'eurodéputée Rachida Dati sont immédiatement venus en écho dénoncer eux aussi ce jeudi «une tentative de récupération politique» de cette affaire par la gauche et notamment par le premier secrétaire du PS, Harlem Désir.

Bref, Copé et sa bande ne veulent pas être en reste... Dans le festin c'est fifty-fifty... Ce principe qui leur a toujours servi de morale publique ne doit en aucun cas être foulé au pied.. Que les socialistes se le disent..

Le plus étonnant là-dedans c'est que tout ce joli petit monde ne sente pas monter le coup d'Etat.. la grande lessive, la sainte révolution militaire... l'épuration... la chasse à l'oligarque... être obligé de dormir sous son lit... demander un service vital à sa concierge... fuir vers des frontières fermées, n'avoir plus de nouvelles des autres puissants d'avant...

Pourquoi ne voient-ils pas venir leur fin désormais probable si ce n'est certaine ? Comment font-ils pour ne pas voir que trois colonels et dix capitaines pourront changer notre histoire en poussant quelques paras dans les rues de Paris, des rues immédiatement enfiévrées de révolution parce qu'alors nous les acclamerons tous... parce qu'alors la France deviendra enfin le grand maillon faible de l'Empire du Bien..

Comment font en effet les Copé, NKM et leurs semblables, grands et petits cloportes par millions, pour ne pas sentir que le sol s'est maintenant fissuré sous le poids de leurs excréments séculaires ? Comment font-ils pour vivre dans cette insouciance des pourris qui, dans le jeu fabuleux des chausse-trappes en temps cruciaux, consiste à tout se permettre sans la moindre retenue, sans la moindre précaution, sans le moindre sens de ce qui pourrait changer radicalement demain... ?

Qui les a rendu si sûrs de leur impunité ? Oh comme ils se trompent : Ne savent-ils pas que les peuples rescapés reviennent toujours de l'enfer avec des violences de forcenés ?



Au temps des émeutes globalisées, correspond automatiquement le temps des espérances des émeutiers en des coups d'Etat libérateurs..

Les émeutiers turcs espèrent un coup d'Etat militaire



En Turquie aussi, la rue tente de pousser l'armée très «kémaliste et nationaliste» au coup d'Etat. Dans un pays où l'armée est traditionnellement impliquée dans la vie politique, l'idée fait chemin.

Ce qui arrive en Turquie n'est pas un «Printemps arabe» organisé par des foules racailles et islamistes mélangées; mais plutôt son contraire, c'est à dire un mai 68 parisien à Istanbul organisé par une forte extrême gauche nationaliste..

Le contexte est identique en bien des aspects : un pouvoir en place, fort, conservateur, et majoritairement soutenu par un vote massif dans les campagnes, une situation économique au beau fixe après dix années de folle croissance du PNB... et des organisations gauchistes majoritaires dans les principaux centres urbains, notamment à Istanbul, la principale ville du pays et la plus occidentalisée aussi..

Même contexte dans l'attitude de l'armée turque sourdement hostile au gouvernement (davantage dans le cas de la Turquie) mais qui s'est réfugiée dans une neutre position de recours éventuel pour la foule..

Nuance de taille cependant : en Turquie, l'armée est aimée de l'extrême gauche qui voit en elle un rempart laïc et républicain contre les islamistes alors qu'en France, les gauchistes en étaient à un «CRS = SS» qui les fit perdre alors que tout était à leur portée..

Ali Bektas, dans les colonnes de notre confrère Counterpunch rejoint notre analyse.

«Ce qui se déroule sous nos yeux dans les rues d'Istanbul est la convergence entre d'une part, une petite, mais croissante gauche anti-capitaliste qui a organisé diverses campagnes à caractère social ces dernières années, et d'autre part une large part de la population urbaine loyale aux idées kémalistes de modernisme, sécularisme et nationalisme. [...]

L'origine du soulèvement actuel prend sa source dans le plan immobilier visant un parc près de la place Taksim, au cœur d'Istanbul. Ce projet n'est qu'une partie d'un important projet de rénovation urbaine que le premier ministre Erdogan, a prévu pour le pays tout entier. Il inclut des schémas [de boboisation] pour les quartiers pauvres des villes comme Tarlabasi, la construction d'un troisième pont pour relier les deux continents, et même un énorme projet de troisième canal reliant la Mer noire à la mer de Marmara, afin de faciliter le passage des porte-containers : plan surnommé le "projet fou" d'Erdogan.

[La place Taksim est un lieu-symbole des luttes populaires]. Le 1er mai 1977, un demi-million d'ouvriers et de révolutionnaires y menèrent une manifestation épique, [...] six ans après le sanglant coup d'Etat au cours duquel trois étudiants turcs avaient été pendus par un tribunal militaire. Durant cette année de manifestations, 34 personnes furent tuées sur la place. [...] A chaque premier mai, les émeutes qui ont pris place durant les sept dernières années se sont toutes centrées autour de manifestations essayant de rejoindre la place Taksim. [...] Aujourd'hui, sous prétexte de transformer la place en zone piétonnière, le gouvernement d'Erdogan (qui a aussi en charge la municipalité d'Istanbul) a adopté des plans sans consulter les habitants, pour démanteler des larges parts de Taksim et y construire des centres commerciaux et autres projets pour

riches. [...] Le parc de Gezi est le point de mire de la rébellion : sa destruction a été prévue pour construire à sa place la réplique d'une caserne militaire de l'ère ottomane, Topçu Kışlası, qui sera surtout utilisée à des fins commerciales. Ce n'est pas une coïncidence pour le gouvernement AKP [...] : ces casernes furent le lieu d'un soulèvement islamique en 1909. Ceci se rajoute à la décision d'appeler le troisième pont du nom du sultan Yavuz Selim, tristement célèbre pour avoir assassiné en masse la population alévie d'Anatolie.

[Qui défend le parc Gezi ? Les grands syndicats, la nouvelle gauche indépendante, les jeunes écologistes anti-autoritaires, réunis par la plate-forme Taksim Solidarity "contre la transformation de la ville en un terrain de jeu capitaliste encore plus élaboré, construit en lieu et place des espaces publics"]. Ce n'est pas leur première campagne contre la « rénovation » urbaine : il y a deux mois, des affrontements ont éclaté entre des cinéastes et la police qui a déployé les gaz et les canons à eau. Les cinéastes essayaient de sauver un célèbre cinéaste turc, Emek, condamné à devenir lui aussi un énième centre commercial.

[...] La bataille pour sauver le parc de Gezi n'était pas portée à la conscience du public turc jusqu'à ce que la police organise des raids deux matins d'affilée les 29 et 30 mai. L'outrage de la brutalité policière a été l'étincelle qui a embrasé le pays tout entier et qui a transformé la bataille en une rébellion nationale contre l'actuel gouvernement.

Néolibéralisme islamique

L'AKP, le parti au pouvoir, devrait être observé à la lumière du paysage géopolitique du Moyen-Orient qui est en pleine mutation. Il a des racines fortes dans l'islam politique et perpétue la tradition d'autres partis politiques issus des années 90 qui avaient été réprimés par l'armée, parfois alors qu'ils étaient au pouvoir. En fait, Erdogan lui-même a d'abord été emprisonné pour avoir incité publiquement à une sédition islamique. L'aspiration avouée d'Erdogan et de ses cadres est le "projet néo-ottoman" qui tend à faire de la Turquie la principale puissance économique et politique du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. Les coups de force politiques d'Erdogan sur la Syrie et la Libye doivent être contextualisés avec ces aspirations.

À la différence de l'Union européenne et des États occidentaux, la Turquie a connu ces dernières années un important boom économique (avec une croissance annuelle de presque 10 %). Bien que le déficit commercial et le taux réel de chômage soient élevés, bien que ce qui restait dans les mains publiques soit bradé au travers de privatisations massives, la crise est contenue en Turquie et le gouvernement actuel a le vent en poupe sur ce plan. C'est ce qui fait de la révolte d'Istanbul une révolte à part. C'est une révolte contre le développement du boom économique, contre les projets destructeurs de rénovation urbaine et l'hyper modernisation des villes. [...]

La Turquie a été l'une des premières cibles de la restructuration néolibérale des années 80, durant laquelle le premier ministre Turgut Özal a facilité des privatisations massives por-

tant sur ses usines, ses mines et de manière générale, sur toutes les infrastructures du pays. Le gouvernement AKP, et Erdogan en particulier, a réussi à faire entrer ce régime néolibéral dans le 21e siècle, recouvert d'un populisme islamique. De plus, sur le marché mondial, il a réussi à promouvoir en tant que forces néolibérales les entreprises qui avaient une base islamique. Ceci peut être notamment observé dans le nord de l'Irak où la majeure source de capitaux est en réalité turque. Nous devrions nous rappeler que le modèle turc a été proposé par les puissances occidentales comme une issue possible pour les soulèvements qui ont marqué les printemps arabes. Grâce aux combats menés ces derniers jours dans les rues de Turquie, ce modèle de néolibéralisme islamique est maintenant remis sérieusement en question.»

Aujourd'hui "Les manifestations ont atteint un niveau inquiétant." déclare le président de la République turc, Mehmet Gül, préoccupé devant l'ampleur de la protestation qui secoue Istanbul. Un peu plus tard, le premier ministre Recep Tayyip Erdogan a, pour la seconde fois de la journée, appelé les manifestants à cesser leurs actions. Il a reconnu que la police s'était comportée de "façon extrême" face aux protestataires hier, et Mehmet Gül a appelé les forces de l'ordre à "la retenue." Parallèlement, le ministère britannique des Affaires étrangères a appelé ses ressortissants à éviter les manifestations. Le Quai d'Orsay a fait de même peu après.

Tout avait commencé vendredi matin lorsque la police a voulu une première fois dégager la place Taksim de ses occupants. Ces manifestants protestaient depuis quatre jours contre un projet d'aménagement urbain qui prévoyait le déracinement de plus de 600 arbres du parc Gezi qui occupe le centre de cette place. L'intervention de la police a transformé ce mouvement jusqu'ici pacifique en émeutes.

Les manifestants ont été rapidement rejoints par des milliers d'autres qui ont convergé de tous les quartiers de la ville.

C'est imprévisible une émeute....

Alors que plus personne ne peut plus espérer que François Hollande soit encore capable de terminer son mandat, cela s'agite dans les milieux militaires et les rumeurs de coup d'Etat se multiplient...

Derrière un nom juif... Un groupe d'officiers nationalistes

Aujourd'hui, quand on est nationaliste, décontracté et subtil à la fois, on se choisit un maître à penser d'origine juive : cela écarte les soupçons qui, sinon, sont désagréables... et puis c'est vrai qu'il y a plein de juifs totalement patriotes et émouvants... ainsi, nous au Lys Noir, c'est Josef Roth... On aime bien Josef Roth...

Fidèles à ce principe d'intelligence politique minimale, quelques lieutenants secouent actuellement la vie militaire sous le nom de *Mouvement Marc Bloch*.

«*Marc Bloch fut un officier exemplaire (...) Nous nous réclame de lui car il était un vrai soldat et un analyste lucide des travers qui avaient précipité la France dans la défaite*», écrivent les jeunes officiers nationalistes.

Inattaquable. Le mouvement des jeunes officiers fait visiblement suite au *groupe Surcouf* qui publiait, le 18 juin 2008, dans les colonnes des médias une lettre analysant le livre blanc de la défense de l'époque, attaquait les choix faits et dénonçait les dangers représentés par les orientations politiques en matière de défense.

Avec un nom pareil, si consensuel, on est donc prié de penser à l'essentiel et de prêter aux

«*Marc Bloch*» toute l'attention requise.. En effet, un Mouvement «*Général Salan*» ou un collectif «*Général Boulanger*», ne pourrait pas être pris autant au sérieux... Y aurait des gens pour faire la fine-bouche...

Bref, ayant visiblement choisi l'efficacité, le *Mouvement Marc Bloch* y est allé début mars de son manifeste tonitruant.

«...à l'heure où l'armée française au Mali, pour la première fois depuis des décennies, défend à la fois les intérêts économiques de la France, les valeurs universelles de notre Patrie, et l'immense majorité de la population d'un Etat contre une minorité aliée à des islamistes étrangers»

A noter le «*pour la première fois*»... Ce qui veut dire, en clair que, selon le *Mouvement Marc Bloch*, toutes les interventions extérieures décidées depuis la première guerre du Golfe (qui valut à Chevenement son brevet de nationalisme impeccable..) le furent sous la pression américaine...

Le *Mouvement Marc Bloch* poursuit : «*De l'extérieur, des forces étrangères, qui manipulent nos gouvernements, diffusent dans l'opinion française l'idée que l'armée n'est plus nécessaire, que ses effectifs peuvent être réduits, que ses moyens peu-*

vent diminuer, que son matériel et son armement peuvent être désuets.» Tut cela est vrai, mais ne peut être pensé que par des nationalistes, non ?

«A l'intérieur, des hommes, des officiers supérieurs et de prétendus « hauts » fonctionnaires bloquent la nécessité d'une réforme juste, nécessaire, qui nuirait aux intérêts de généraux, de colonels et d'énarques...» enfonce le *Mouvement Marc Bloch* qui semble, sur le plan catégoriel, défendre avant tout les perspectives des jeunes officiers : «*Aujourd'hui dans cette armée, 5 500 généraux qui devraient être à la retraite sont artificiellement maintenus en activité dans un statut appelé la « 2e section ». Dans le même temps, des dizaines de milliers d'emplois de militaires du rang et de sous-officiers sont supprimés.*»

Le *Mouvement Marc Bloch* voudrait que la France ne soit pas défendue par une armée mexicaine : «*Aujourd'hui, trop d'officiers sont toujours recrutés, alors que, déjà, des centaines de colonels n'ont pas de commandement. Pour les occuper avant leur retraite (où ils partiront travailler dans le secteur privé, après que leur sera versée une juteuse prime de départ), ces officiers supérieurs sont remisés à*

des postes administratifs qui deviennent autant d'obstacles bureaucratiques à l'efficacité opérationnelle.»

Bref, en un mot, le *Mouvement Marc Bloch* voudrait épuler corps des officiers pour conserver les capacités de défenses actuelles, sans aucune réduction de forces...

Anti-conformistes, les «*Marc Bloch*» entendent également répartir la charge : «*La troupe n'est pas exempte de reproches. Un système très complexe d'indemnités et de fausses contreparties dissimule mal des iniquités qui nuisent au moral des soldats. Le système de solde doit être réformé en profondeur, et simplifié.*»

Une belle armée sous commandement uniquement français et placée à l'abri des manipulations américaines qui se servent partout de nos forces comme des VRP de l'«*islamisme modéré*», et de nos diplomates à la manière de télégraphistes grossiers, comme dans l'affaire désopilante des «*preuves françaises d'utilisation du gaz sarin par Assad*» devant jouer une partition où les américains pourront jouer plus tard à ceux qui se sont fait forcer la main alors que ce sont eux qui manipulent les bobards à rayonnement planétaires..

A quand le coup d'Etat des «*Marc Bloch*» ?

Officiellement, le choix très malin de donner à leur mouvement le nom de «*Marc Bloch*» orienterait plutôt vers un groupe d'officiers républicains et initiés. Pourtant, leur affrontement au Livre Blanc montre que ces jeunes officiers sont pour le moins libres de toutes solidarités maçonniques avec Jean-Yves Le Drian.

Marc Bloch, historien et résistant, mort fusillé le 16 juin 1944, fut l'auteur de «*L'Etrange Défaite*», un ouvrage dans lequel il dénonçait la responsabilité des élites d'alors, et en particulier de celle du haut-commandement, dans la «*débâcle*» de mai-juin 1940.

«*Prisonniers de dogmes qu'ils savaient périmés, de programmes qu'ils avaient renoncé à réaliser, les grands partis unissaient, falla-*

cieusement, des hommes qui, sur les grands problèmes du moment – on le vit bien après Munich –, s'étaient formé les opinions les plus opposées. Ils en séparaient d'autres, qui pensaient exactement de même. Ils ne réussissaient pas, le plus souvent, à décider de qui serait au pouvoir. Ils servaient simplement de tremplin aux habiles, qui se chassaient l'un l'autre du pinacle. Nos ministres et nos assemblées nous ont, incontestablement, mal préparés à la guerre», avait ainsi estimé Marc Bloch.

Aujourd'hui, les jeunes officiers nationalistes ne semblent pas vouloir dire autre chose, mais à l'abri d'un nom juif pour couper court à toute forme de soupçon...

En quelques jours, une idée saugrenue, impossible et idiote (un coup d'Etat militaire en France) a fait le tour des rédactions nationales et étrangères... Et si l'extravagant survenait demain ?

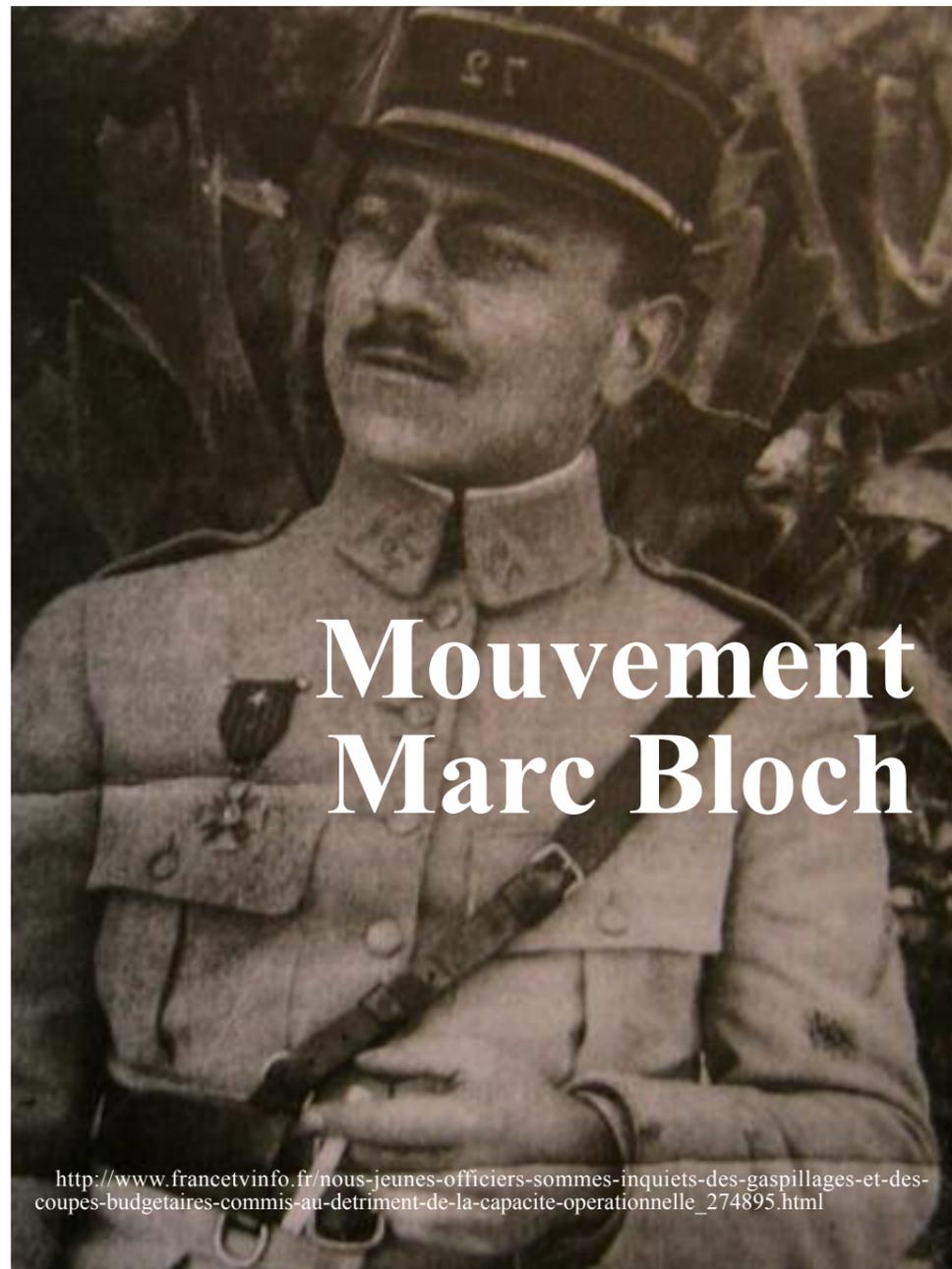
Ce qui importe les jeunes officiers du «*Marc Bloch*», c'est l'efficacité nationaliste de l'Armée. Ils dénoncent au passage les primes qui forment un casse-tête et sont pour l'essentiel à l'origine des bugs du logiciel Louvois. Le *Mouvement Marc Bloch* dénonce également les promotions pléthoriques de saint-cyriens...

Enfin, le *Mouvement Marc Bloch*, pour qui «*le prix de l'indépendance est bien inférieur au coût du déclin*», veut replacer l'armée au centre de la nation et de son industrie. «*Les acteurs privés de la Défense sont essentiellement français. Au lieu d'effacer les dernières traces de notre autonomie industrielle, il faut augmenter le budget de la Défense, et réarmer. Les emplois civils concernés se comptent par milliers. Les répercussions financières, par milliards.*»...

Et les jeunes officiers nationalistes de l'Armée française n'hésitent même pas à parler de réarmement ! «*Ce réarmement doit prioritairement concerner l'équipement individuel des soldats. Il ne s'agit pas du programme Félin, qui les alourdit de dizaines de kilos, mais de gilets pare-balles, de chaussures, de robots, de drones, de munitions, de fusils d'assaut, de treillis de qualité. Ce choix stratégique doit être imposé par le Parlement aux groupes du complexe militaro-industriel. La France a besoin de capacité opérationnelle. Pour retrouver une réelle capacité de projection, l'armée a besoin de transporteurs blindés, d'un deuxième voire d'un troisième porte-avions, d'hélicoptères et d'un deuxième groupe aéronaval. Elle a besoin de blindés sur roues, de matériel chirurgical.*»

Qui sont-ils ? Seul un journaliste de *Francevinfo.fr* a eu un contact avec eux, début mars... Ils seraient une dizaine de lieutenants. Ils souhaitent alerter largement l'opinion publique puisque «*les faits que nous souhaitons porter à l'attention du peuple sont connus, publics*», affirment-ils.

En résumé, le groupe d'officiers issus de différents recrutements et appartenant à différents corps propose cinq mesures chocs pour redresser l'armée :



Mouvement Marc Bloch

http://www.francevinfo.fr/nous-jeunes-officiers-sommes-inquiets-des-gaspillages-et-des-coups-budgetaires-commis-au-detriment-de-la-capacite-operationnelle_274895.html

augmenter le budget de la Défense et financer des équipements individuels tactiques efficients, supprimer la 2e section des officiers généraux, créer une commission parlementaire de révision des primes et indemnités des militaires, maintenir tous les postes de militaires du rang et de sous-officiers qui s'apprennent à être supprimés et maintenir les régiments, diminuer le nombre d'of-

ficiers. Mais plus loin que les aspects chiffrés, ce qui ressort du manifeste des «*Marc Bloch*» du mois de mars, c'est l'aveu, entre les lignes, du sentiment de constituer dans nos forces armées un groupe de mohicans se battant dos au mur...

C'est pourquoi le *Mouvement des jeunes officiers nationalistes «*Marc Bloch*»* est le principal danger planant désormais sur le

gouvernement socialiste qui, apparemment ne les aurait pas encore tous cernés...

En tout cas, s'il sont dix, ils sont déjà assez pour lancer un régiment sur Paris...

On attend de voir cela ! Nous, au Lys Noir, on s'occupera des fleurs... Les fleurs, c'est notre truc... On sait pas conduire un char, mais les fleurs de lys, par exemple, cela nous connaît...

Si le colonel Ruffier, filmé en pleine bagarre avec des Femens, est finalement traduit devant la justice, les officiers catholiques ont prévenu : il le prendront pour une déclaration de guerre des Franc-maçons,

Le cas du Colonel Ruffier peut-il faire exploser l'Armée ?

Cela s'annonce comme une affaire Dreyfus à l'envers. Le colonel Gilbert Ruffier d'Epenoux sera-t-il jugé pour sa participation à la «manif pour tous».

Il faut dire que le colonel a été filmé au cours d'une violente bagarre opposant des manifestants anthropologiques aux provocatrices des femens financées par Pierre Bergé.

Issu d'une vieille famille militaire de petite noblesse et issue de la haute Saône, le colonel Ruffier d'Epenoux compte dans sa famille des héros tels que le lieutenant Hubert Ruffier d'Epenoux mort en Algérie à Redjas, la veille d'une permission de mariage, le 11 août 1960....

Dans l'armée, les Ruffier d'Epenoux sont donc un nom, une référence... Même si Gilbert Ruffier d'Epenoux n'a jamais pu passer général à cause de ses idées traditionnelles et royalistes déciment trop extrémistes. Et surtout trop suspectes d'anti-républicanisme.

Un soupçon en forme de secret de polichinelle que confirma récemment le visionnage de la cassette vidéo filmée au cours de la bagarre avec les Femens... Le juge chargé de l'instruction y aurait identifié clairement l'ancien commandant du 8ème régiment de transmissions aujourd'hui «sous-directeur de la Sous direction ressources»

A cause de son dossier, le colonel Gilbert Ruffier d'Epenoux qui est

néanmoins officier de la légion d'Honneur, n'est évidemment pas un pilier du clan des officiers catholiques dans l'Armée se cooptant jusqu'à présent aux postes opérationnels... Mais c'est pire, il est devenu en quelques jours leur symbole, leur ligne rouge, celle derrière laquelle ils ont décidé de ne plus reculer face à la reprise en main intense opérée par le cabinet franc maçon du Ministre de la défense Jean-Yves Le Drian.

Entre des hommes tels que Gilbert Ruffier d'Epenoux et le réseau maçonnique venu de l'EDF pour faire à la Défense d'autres affaires, il y a évidemment un monde.

Aussi les généraux Puga et De Villiers, appuyés par le chef d'Etat-major général des Armées, l'Amiral Guillaud, ont prévenu : si le colonel Gilbert Ruffier d'Epenoux était jugé puis condamné, le lâchage du colonel serait perçu par nombre d'officiers catholiques des unités opérationnelles comme une déclaration de guerre en bonne et dû forme...

Le bras de fer a donc commencé avec une inconnue : les intentions réelles du petit juge d'instruction chargé de l'affaire. Bergé fera-t-il retirer leur plainte au Femens ? Ce serait la solution, mais on dit aussi que le millionnaire subversif hésite pour l'instant à rendre ce service à François Hollande qui a demandé à être prévenu tous les jours de l'évolution de l'affaire Ruffier, au cas où cela s'envenimerait gravement...

Numéro de matricule visible sur la vareuse ?

Manuel Valls veut «badger» les gendarmes comme des pigeons...

Pour aller toujours plus loin dans l'incurie d'une politique socialiste totalement soumise à l'idéologie et déconnectée du réel, on parle maintenant de doter les policiers et les gendarmes d'un numéro matricule apparent sur le col de leur vareuse, ce qui permettrait de désigner un agent des forces de l'ordre fautif et de se plaindre à sa hiérarchie... En tout cas, c'est la revue bien informée «L'essor» qui l'affirme.

L'argument développé au Ministère de l'Intérieur est que les gardiens de la paix ont été, autrefois, dotés d'un matricule. Mais les gendarmes, de statut militaire, n'ont jamais été distingués de la sorte. Les personnes interpellées par les gendarmes pourraient ainsi relever le matricule et reconnaître, plus tard, le ou les gendarme(s) en cause. Cette sortie de l'anonymat, dans un temps où les membres du GIGN et du GIPN agissent toujours masqués pour éviter d'être reconnus, soumet les gendarmes interpellateurs à des risques de vengeance sur eux-mêmes ou sur leur famille. Ce risque supplémentaire est d'autant moins admissible que les représentants de l'autorité font, de plus en plus, l'objet d'un irrespect croissant...

Les personnes ayant à se plaindre d'un gendarme transmettent le matricule à l'autorité qui reçoit la

plainte. Celle-ci doit effectuer des recherches, ce qui prend du temps, et, surtout, demande des moyens supplémentaires en personnel, à une époque où les membres des forces l'ordre s'estiment débordés par leurs tâches habituelles.

Pour les gendarmes les plus inquiets du projet de Valls, il pourra aussi y avoir des erreurs, parfois volontaires, dans le relevé du matricule, et il faudra faire preuve de circonspection et mener une enquête si le gendarme désigné nie les faits. Là aussi, une perte de temps, confient les militaires qui ont fait du Lys Noir leur lecteur de chevet...

Enfin, sur un plan purement psychologique, le gendarme se sentira assimilé à un numéro dépersonnalisé, il sera victime du syndrome du «Prisonnier», il sera devenu «numéro 6»...

Pour information, les gendarmes portent maintenant des polos, des blousons polaires voire les nouveaux blousons courts dit grand froid... le temps ancien des «vareuses» est révolu depuis longtemps, le baudrier aussi, sans parler du mac 50 ou de la mat49, et ce n'est pas sur le col mais à l'échelon de région qu'il devrait se trouver... mais bon, les socialistes franc-maçons n'en feront de toute façon qu'à leur tête...

La pauvre et innocente Arielle Dombasle déboule en pleine guerre inter-militaire intense...

Le clip de Dombasle tombe mal...

Parrainé par les plus hautes autorités militaires maçonniques du Ministère de la défense, Arielle Dombasle a tourné un clip dans la chapelle du Val de Grâce malgré l'interdiction du recteur...

Ce mercredi a donc été diffusé un communiqué de l'évêque aux Armées, Mgr Luc Ravel, à propos du tournage du clip "angélique" à la chapelle du Val de Grâce le 4 juin 2013. Mgr Ravel y remet les pendules à l'heure.

Le communiqué de Mgr Ravel, évêques aux armées manifeste une certaine mauvaise humeur : "Un clip musical a été tourné à l'intérieur de la chapelle du Val de Grâce sans l'aval de l'aumônerie militaire. Beaucoup de personnes nous ont fait part de leur émotion et de leur blessure : je les partage totalement.

.../. Ce clip visait à mettre en scène la chanteuse Arielle Dombasle chantant l'Ave Maria sur fond d'église, entourée de moines et d'anges. Ces éléments ne montrent à notre connaissance aucun élément directement attentatoire à notre foi, à nos signes et rites sacrés.../. En revanche, je déplore et condamne fermement deux manquements lourds de sens.

Le premier, objectif, concerne les conditions du tournage largement décalées par rapport au sacré de cette chapelle malgré la vigilance des autorités militaires en charge du lieu. Pourquoi user d'une église comme décor de théâtre ? S'il est acceptable de filmer

une cérémonie malgré les contraintes techniques, c'est en raison du bénéfice spirituel qu'en tireront des personnes absentes ou malades. Un tel tournage conserve le sens des lieux et des cérémonies. Mais il n'est pas acceptable que des sanctuaires vivants et priants servent à la promotion du show business ou d'une marque de parfum. Il existe des studios pour cela.

Le second, subjectif, touche au processus de décision qui «oublie» aujourd'hui l'expertise et l'autorité catholiques, moi-même ou l'un de mes représentants. Oubli d'autant plus regrettable qu'il a été précédé d'un incident antérieur survenu dans cette chapelle, il y a quelques mois. Si ce processus n'est pas correctement mis en place, on va cumuler les méfiances, accumuler les erreurs et envenimer un climat général par la suspicion et le mépris réciproques.

Ces deux manquements sont lourds de sens : ils désignent un état mental extrêmement périlleux pour l'avenir de notre vivre en commun en France...

Ici, Monseigneur Ravel fait évidemment allusion à l'épuration maçonnique intense actuellement conduite au sein des Forces Armées avec le fort risque de coup d'Etat que le quotidien Le Monde dévoile dans son édition de Vendredi en mentionnant l'hypothèse d'un comité de salut Public prévu entre les généraux Puga et Dary...

Intellectuel chevenemntiste qui a connu une scorte poicière permanente pour caue de fatwa, Robert Redeker rejoint le combat anthropologique et choisit son camp dans la guerre civilisationnelle...

Robert Redeker rejoint le combat anthropologique

Robert Redeker, 59 ans, libre penseur et chevenementiste, n'est pas que l'auteur d'une chronique «islamo-sceptique» en 2006 dans le Figaro. Un temps protégé d'une fatwa, tel un Salman Rushdie français, Rdeker est surtout le garnd ennemi du sport spectacle. Dans *Le Sport contre les peuples* (2002), il traite de la sociologie du sport. Il a ensuite écrit *Le sport est-il inhumain ?*

Considérant le sport comme «une propagande permanente pour le libéralisme économique» qui exalte «les marques, la consommation débridée, le fétichisme de la marchandise, mais aussi la loi du plus fort, le mépris des plus faibles, le culte de la performance, de l'évaluation, de la maximisation des forces, de la concurrence forcenée» avec pour idéal : «les hommes sont des loups pour les hommes, homo homini lupus»

A la faveur d'une autre chronique, ci-dessous, Redeker effectue son traliement à la lutte anthropologique.

L'adoption du mariage homosexuel, l'introduction à l'école de la théorie des genres, qui devient une sorte de pensée officielle et obligatoire, le projet d'accorder le droit de vote aux étrangers, la palme d'or accordée par le jury du Festival de Cannes à un film qui, divine surprise, réunit la chance d'avoir été réalisé par un Maghrébin et de raconter une histoire d'amour homosexuelle, ne sont pas des événements disjoints. Solidaires, ils entretiennent entre eux un lien de constellation. Une même conception de l'homme autant qu'une même conception de l'avenir de la société les relie.

Un impératif commun, plus ou moins explicite, dirige ces événements : il faut remplacer l'homme, tel que nous le connaissons depuis la nuit des temps, par autre chose. Comme pour le mariage, le mot sera conservé, mais pas ce qu'il désigne. Ainsi le mariage a changé de sens en devenant le mariage pour tous. Ainsi homme et femme sont des mots qui ne veulent plus dire du tout la même chose postérieurement au triomphe de la théorie des genres qu'antérieurement.

Quant à l'extension du droit de vote aux étrangers, il substitue une entité nouvelle au citoyen et à la nation, même s'il ne modifie pas les mots. Cet homme nouveau, que le gauchisme culturel veut substituer à l'homme tel qu'il existe, c'est l'homme sans héritage. Il n'est pas un héritier. Il est même, pour emprunter un vocable à Renaud Camus, un inhéritier. Non seulement l'accès à l'héritage des siècles - qu'il s'appelle la langue, la culture, la nation - lui est barré, mais il est psychiquement programmé pour refuser cet héritage autant qu'il est éduqué, ou inéduqué, pour pouvoir s'en passer. N'héritant pas du passé, ni n'en recevant les legs en héritage, il ne se sent débiteur d'aucune dette envers lui. Il ne doit rien à la pa-



trie, rien à la nation et à son histoire. Il ne doit rien à de Gaulle, rien à Jeanne d'Arc. On le veut radicalement neuf. Il se croit tel.

Jusqu'ici exista un individualisme spatial et sociologique : l'individu séparé des autres hommes. Voici qu'apparaît un individualisme temporel et historique : l'individu entièrement plongé dans le présent, sans racines dans le passé, séparé de l'histoire. Le type d'homme engendré par cette constellation de réformes sociétales sera un homme qui se vivra, se sentira et se pensera, comme existant par génération spontanée.

Venue d'Aristote, défendue au XIXe siècle par Liebig et combattue par Pasteur, la théorie de la génération spontanée soutenait que des êtres vivants, par exemple des souris, pouvaient naître sans parents, sans pères ni mères, du seul fait de l'animation de la matière par la forme (l'idée). La comparaison avec nos réformes sociétales vaut. L'idée, la forme, c'est bien entendu le genre. C'est aussi la volonté de deux époux d'un même sexe, pardon d'un même genre, d'élever un enfant qui n'aurait ni père ni mère, seulement des parents numérotés un et deux. Le grand combat contre la nature conduit par les propagandistes de la théorie du genre, socle philosophique du mariage pour tous, ramène dans l'actualité une variété de la théorie de la génération spontanée.

Une condition est exigée pour la réussite de ce projet anthropologique et politique : que les hommes ne soient plus des hommes et que les femmes ne soient plus des femmes par nature. À la rupture avec l'histoire doit s'articuler la rupture avec la nature. L'invention de la théorie du genre sera la cheville ouvrière de cette rupture. Ainsi, le mariage pour tous est-il à la fois le mariage déshistoricisé (jamais, en Occident,

le mariage homosexuel ne fut institutionnalisé) et dénaturé (la différence naturelle des sexes, base historique, symbolique et biologique du mariage, est niée).

Le vote des étrangers (des personnes qui refusent d'adopter la nationalité française) illustre cette double négation. Il occulte le sens du mot patrie : la terre des pères. La patrie est, étymologiquement, un héritage. Il n'y a pas de patrie si les fils et les filles n'héritent pas des pères l'histoire et la terre. La patrie, cette terre des pères, est une mère qui engendra ceux qu'on appelait jadis des sujets et aujourd'hui des citoyens. Pour rendre possible ce vote, il faut masquer la dimension héréditaire qu'implique la notion de patrie. La patrie est le produit de l'histoire, et l'héritage celui de l'engendrement, c'est-à-dire de la nature. Héritage, père et mère, la patrie est à la fois histoire et nature. Exactement ce que la théorie du genre combat. Dessaisir les fils et filles de cet héritage est l'objet du droit de vote aux étrangers.

Le déni de la nature et de l'histoire apparaît encore plus nettement dans l'acharnement à vouloir effacer le mot race de la langue officielle. Deux siècles durant, la gauche affirmait représenter le peuple, la patrie et la nation. Aujourd'hui, sa nouvelle déesse est la société, fabriquée dans les laboratoires des sciences humaines. C'est au nom de la société qu'elle substitue l'inhéritier, l'individualiste nouveau, l'individualiste né par génération spontanée sans patrie et sans nation, sans racines historiques et politiques, au citoyen national. Le social n'est pas seulement l'idéologie qui dresse la société contre le peuple, il est aussi l'idéologie qui détruit le peuple au nom de la société.

Pendant que la mutation sociale fait rage, l'oppression technologique avance à grands pas...

Le futur «dronique» continue son complot...

Un AR Drone qui n'est pas contrôlé grâce à un iPhone mais par la pensée. De la science-fiction ? Plus vraiment, puisque des chercheurs de l'université du Minnesota ont réussi à mettre au point ce petit hélicoptère révolutionnaire. La personne qui le dirige doit seulement porter un casque blindé de capteurs, qui transforment les ondes cérébrales en ordres donnés au drone. Pour monter, il suffit d'imaginer qu'on dresse ses deux points vers le haut. Pour tourner à gauche, la personne doit penser à

serrer son poing gauche...

Bin He, en charge du projet à l'université du Minnesota, explique à Nature que lui et son équipe voulaient "développer quelque chose de non invasif dont le plus grand nombre pourra bénéficier, pas seulement une poignée de patients". Le champs des possibles est immense pour le système d'oppression technologique et on attend maintenant de voir quels autres objets pourront être contrôlés par la pensée.

Comment envoyer des armes à des djihadistes qui les utiliseront contre nous? Faire comme Fabius

Ces djihadistes français dont nous payons l'entraînement

Le ministre de l'intérieur, Manuel Valls, a participé aujourd'hui, vendredi 7 juin, avec ses homologues européens, à une réunion pour contrer la menace constituée par les jeunes Européens partis combattre en Syrie dans les rangs de groupes radicaux. Selon lui, plus de 600 ressortissants européens, dont 120 Français, se sont rendus en Syrie depuis le début du conflit pour combattre le régime de Bachar Al-Assad. Une quarantaine de Français sont actuellement dans le pays.

"Tous ne sont pas des djihadistes et des terroristes", mais beaucoup ont rejoint la mouvance radicale affiliée à Al-Qaïda et le phénomène est jugé "très préoccupant par son ampleur". M. Vall, qui nous apprend ainsi qu'il n'y a pas que des djihadistes et des terroristes à Al Qaïda, a dressé un portrait-robot des combattants venus de l'Europe :

"Il s'agit d'hommes plutôt jeunes, d'origine très modeste, et pour la plupart convertis à un islam radical. Ils ont un passé de délinquance, ont été impliqués dans le trafic de drogue et parfois dans des actes de grand banditisme."

Les combattants étrangers sont "quelques milliers lorsqu'on ajoute ceux qui quittent les Balkans et l'Afrique du Nord", a ajouté le coordinateur de la lutte antiterroriste de l'Union européenne, Gilles de Kerchove. Dans un rapport confidentiel transmis le 29 avril au Conseil européen (lien abonnés), il prônait une approche "rapide et globale" du phénomène, en insistant sur son caractère

transnational. M. Valls a donné plus de détails : "Nous devons être très concrets dans notre coopération, qui doit prendre un tour très opérationnel. La sécurité nationale est du ressort des Etats, mais l'Europe peut apporter un plus avec sa capacité de produire des normes juridiques permettant d'incriminer le fait de partir s'entraîner au terrorisme."

Le ministre de l'intérieur espagnol, Alberto Ruiz Gallardon, a présenté à ses homologues un projet de loi qui permettrait une intrusion légale dans les ordinateurs des personnes soupçonnées de liens avec le terrorisme ou le grand banditisme. Une méthode qui n'est pas sans rappeler les méthodes de surveillance controversées de l'administration Obama, révélées cette semaine par plusieurs médias anglo-saxons.

Une autre méthode consisterait peut-être à ne pas soutenir diplomatiquement les opposants irakiens et à ne pas répéter l'erreur commise en Libye, quand les armes fournies à la vitrine présentable du CNC allaient directement aux mains des djihadistes...

En tout cas, quand notre revue Arsenal affirme que l'hypothèse de l'ennemi intérieur ne peut plus être écartée, le retour en France de ces 120 français et autant de Belges francophones a de quoi inquiéter usque voilà au moins 250 hommes entraînés prêts à servir à la grande insurrection armée des Banlieue qui s'annonce et pour laquelle, nous ne sommes plus militairement prêts, par la faute de Manuel Valls et de son gouvernement d'imprévoyants criminels.

En demandant un mois de prison contre un curé, la justice n'arrange pas les affaires de Le Drian...

Le Frère François ira-t-il en Prison ? Ce serait parfait, idéal...

Le ministère public a requis aujourd'hui, vendredi 7 juin, un mois de prison avec sursis à l'encontre de frère François, qui comparait devant le tribunal correctionnel de Paris pour violences à l'issue d'une manifestation contre le mariage pour tous, l'ecclésiastique contestant les faits.

Frère François, qui a comparu en soutane devant le tribunal correctionnel de Paris pour violences à l'issue d'une manifestation contre le mariage pour tous, était accusé de s'être opposé à l'interpellation d'un jeune homme lors d'incidents qui ont suivi la manifestation du 21 avril.

Ce soir-là, quatre religieux emmenés par l'abbé Beauvais de l'église parisienne intégriste de Saint-Nicolas-du-Chardonnet étaient présents après l'ordre de dispersion de la manifestation.

Le ministère public avait demandé la requalification des faits de violences sur personnes dépositaires de l'autorité publique en rébellion, demande appuyée par l'avocat des deux policiers qui s'étaient constitués partie civile. "Il nous a tous mis en danger par son action", a affirmé le policier présent à l'audience. Selon lui, en s'opposant à l'interpellation, frère François a retardé les policiers dans leur progression, alors même qu'une cinquantaine de personnes s'approchaient d'eux et qu'ils recevaient des projectiles lancés par

les manifestants. "Cela aurait pu être bien plus grave", a-t-il expliqué. Les deux policiers demandaient 1 euro à titre de réparation du préjudice subi.

"DÉMESURE DANS CES POURSUITES"

Frère François a contesté les faits, assurant qu'il n'avait pas tenté de s'interposer. "Je n'ai pas poussé", a-t-il affirmé. Trois vidéos des faits ont été projetées à l'audience. Sur certaines images, l'ecclésiastique semble effectivement résister à la progression des CRS qui tentent d'amener le jeune homme à couvert. Relevant qu'il y avait eu "résistance physique active", le représentant du ministère public a requis un mois de prison avec sursis. "Les circonstances le justifient", a-t-il justifié.

"Je trouve qu'il y a une démesure dans ces poursuites", a souligné l'avocat de frère François, Jérôme Triomphe, qui a demandé la relaxe. Il a rappelé que le jeune homme, mineur, qui avait reçu le soutien de frère François lors de son interpellation n'avait, lui, pas été poursuivi.

A part pour contester les faits, frère François ne s'est pas exprimé. Il appartient à la communauté des catholiques traditionalistes de la Fraternité sacerdotale Saint-Pie-X (FSSPX). La décision a été mise en délibéré au 18 juin.

Dans une ambiance politique et putschiste irrespirable, la disparition de Pierre Mauroy suscite même des coups de feu contre son cercueil...

Luca enterre Mauroy une seconde fois !

Alors que l'ensemble de la classe politique rendait hommage, vendredi, à Pierre Mauroy, décédé à l'âge de 84 ans, une voix discordante s'est fait entendre. Lionnel Luca, député UMP des Alpes-Maritimes, s'est fendu de trois tweets sans complaisance à l'égard de l'ancien Premier ministre.

Le député s'en est d'abord pris au responsable des trois dévaluations du Franc entre 1981 et 1983 "qui ont spolié les salariés", selon Luca. «La sphère médiatico-socialo dans l'apologie funéraire de P.Mauroy, le ministre de 3 dévaluations qui ont spolié les sala-

riés...Hémiplégie.»

Quelques minutes après, Lionnel Luca enfonce le clou en rappelant la condamnation en 2011 de Pierre Mauroy pour une affaire d'emploi fictif à la mairie de Lille. Une affaire injustement oubliée selon lui, au regard des critiques adressées à Jacques Chirac.

Le troisième tweet du député sur Pierre Mauroy n'est pas moins féroce : "Quand un homme politique de droite meurt l'hommage est toujours tempéré par ses échecs. Quand il est de gauche l'hommage est nord-coréen ! Normal !"

pourquoi choisir entre la république et la royauté quand on peut avoir les deux ? C'est le pari de la république royale du Ghana devenue ainsi un modèle de stabilité et de prospérité en Afrique...

Comment fonctionne la République Royale du Ghana ?

Si nous sommes anarcho-royalistes c'est parce que nous n'en sommes plus à choisir entre un prétendant espagnol idiot et bellâtre et un vieil Orléans franc-maçon modeste et rosicrucien.. Si nous sommes anarcho-royalistes, c'est parce que nous sommes anti-républicains et que nous voulons guérir notre société politique de l'amputation de sa profondeur historique... parce que la France n'a pas commencé en 1793..

Une fois affirmé ce principe, nous sommes évidemment ouverts à tout.. Notamment à la cohabitation d'un (ou plusieurs) roi avec une grande «république royale».

Avec cette formule on n'est plus ni chez De Gaulle ni chez Maurras, on est au Ghana !

A tous ceux qui se demandent en Europe comment restaurer une histoire nationale profonde à travers la restauration affective et symbolique d'une famille souveraine, la république royale du Ghana peut apporter une réponse originale.

Le Ghana est en réalité une «République Royale» dans les faits. On y trouve des vrais rois vivant dans une véritable république

Bien sûr, il y a une raison historique à cette situation originale. La fédération ashanti du Ghana s'est développée à partir du XIIIème siècle. La capitale en fut toujours Kumasi. Au XIXème siècle, cette civilisation atteindra son apogée et occupera près de 70 % du Ghana actuel. La communauté ashanti a été la plus grande de tous les États akan et la plus longue dans le temps. Noyau du clan Oyoko, Asantemanso demeure leur lieu d'origine.

L'ensemble du monde ashanti (akan) s'étend aussi en Côte d'Ivoire où il comprend les ethnies intérieures ou littorales, Appolos (Nzema), Anyi, Baoulé, Alladian, Adjoukrou, Tchaman (ou Ebré), Abouré, Avikam, Laouien, Abron, etc. Les Ashanti sont donc une puissance idéologique incontournable au Ghana où tous les postes d'responsabilité politique leurs sont quasiment écus...

Aujourd'hui, c'est le chapitre 22 de la Constitution qui régit les chefferies ghanéennes et donne à la République Ghanéenne sa dimension «République Royale», c'est à dire sa particula-



rité de faire cohabiter les institutions d'une république moderne avec des institutions anciennes et coutumières héritées d'une histoire séculaire. Est-ce pour cela que le Ghana se porte mieux que tous les autres États de l'Afrique Occidentale et qu'il est notamment infiniment plus stable et démocratique que tous ses voisins africains ?

En tout cas, le gouvernement ghanéen voit manifestement dans les chefferies un atout lui permettant d'assurer sa présence dans toutes les zones et cette Constitution vise à stabiliser l'institution et en garantir l'indépendance.

Les conflits en matière de chefferie et de droit coutumier sont réglés par les tribunaux coutumiers. La National House of chiefs siègeant à Kumasi est à fois un conseil pour les autorités en la matière et une Cour d'appel pour toute affaire de chefferie jugée par une Chambre régionale des chefs. L'appel en dernier ressort appartient à la Cour Suprême.

Le modèle est-il transposable en Europe, le type d'affection africaine pour les souverains tribaux, peut-être pas... nous sommes devenus tous trop cyniques pour cela... mais la formule juridique, bien sûr... D'ailleurs, n'existe-t-elle pas déjà sous une forme embryonnaire avec la reconnaissance par le République des trois royaumes de Wallis et Futuna ?

Dans le cas d'une «grande France» élargie qui sortirait de l'Union Européenne, la République Française pourrait déjà commencer à intégrer un royaume-région de Belgique Française (projet Ducarme en Belgique) et un Grand-Duché du Luxembourg enfin départementalisé mais conservé à sa dynastie capétienne cadette qui est populaire à Luxembourg...

Alors le rêve monarchiste proprement français serait à portée de main... La reconnaissance du chef de la Maison de Bourbon-Busset comme «chef d'Etat émérite» parachèverait cette «République Royale» qui est le régime idéal que les Français cherchent depuis si longtemps et que le Lys Noir veut leur offrir sans leur imposer pour cela le reniement à la république qui exigerait désormais trop d'inutiles «nettoyages».



De notre envoyé spécial à Kumasi, Ghana.

Et si on s'inspirait maintenant des rois nègres ?



Okay, les africains sont de grands enfants.. Okay, ils sont marrants quand ils rigolent fort et le sont moins quand ils ont une machette à la main et poursuivent une religieuse-belge..

Mais bon, il y a désormais chez eux un énorme réservoir d'Hommes anciens qui n'existent plus chez nous...

Est-ce pour cela que l'Afrique est le dernier endroit où subsistent de véritables monarchies vivantes et identitaires ?

On peut penser ce qu'on veut des rois nègres, mais comparés à nos tristes monarques européens vivant une liberté surveillée par la presse, pauvres gueux costumés craignant chaque matin le scandale des tabloïds, le procès public agité par les Loges, les ragots et la haine républicaine de leurs sujets égalitaristes, les grands chefs tribaux africains incarnent encore une manière vivante d'être roi : ils sont d'ailleurs rois quand leurs homologues européens ne sont plus que des otages.

Au Zimbabwe et au Lesotho, il existe des monarchies officielles, mais la plupart des rois nègres le sont dans le cadre d'une république issue de la décolonisation. Il sont des milliers... Et leur nombre ne les dévalorisent pas, au contraire.

Mais nulle part plus qu'au Ghana, un roi africain ne dispose d'autant d'influence sur la réalité politique de son pays.

Représentant près de la moitié des Ghanéens, le royaume As-

hanti, dont la capitale traditionnelle est située à Kumasi, la principale ville du Pays en dehors de la capitale Accra, Otumfuo Osei Tutu II peut même se permettre d'appeler aux boycotts de certains politiciens.

L'actuel Roi est héritier «matrilinéaire» du premier souverain et prince (ohene) de Kumasi. Au XVII^e siècle, ce prince avait réussi à mettre en place une confédération de différents clans. Ses prédécesseurs immédiats, Oki Akenten et Obiri Yeboah, ne portaient pas encore le titre d'Asantehene. Lui, si...

Seule la victoire sur le royaume de Denkyira dans la bataille de Feyase (1701) conféra au clan Oyoko, auquel Osei Tutu appartenait, une hégémonie sur les différentes régions de l'union et à Osei Tutu le titre d'Asantehene (ohene d'Ashanti). C'est alors que le Siège d'Or devint le symbole de l'empire créé et incarné par lui. L'importance rituelle de ce trône s'est maintenue jusqu'à nos jours; c'est en lui que survivent l'histoire mouvementée des Ashanti et leur résis-

tance acharnée contre le pouvoir colonial britannique.

L'expansion Ashanti se poursuivit sous les successeurs d'Osei Tutu et notamment sous Opoku Ware (1731-1741) à qui on attribue l'épée royale, avec son riche symbolisme et la Grande Chemise de la guerre (batakiri kese), que chaque Asantehene porte lors de son investiture.

Avec chaque nouvelle conquête, les souverains Ashantis étendirent leur pouvoir politique, grâce notamment aux riches gisements d'or dont ils disposaient. L'or et la noix de kola sauvage en firent des partenaires commerçants recherchés qui finirent rapidement par monopoliser le commerce tant avec le Nord qu'avec la côte.

A la fin du XVIII^e siècle des querelles intestines favorisèrent la sécession de plusieurs royaumes vassaux. L'Asantehene Osei Kwame (1777-1803) fut contraint d'abdiquer et son successeur, Opoku Fofie, décéda quelques semaines après son investiture.

(Suite page ci-contre)

Quand le roi des Ashanti rencontre un roi européen surveillé par la presse tabloïd, c'est peut-être lui désormais le vrai roi...

L'ordre ne fut rétabli qu'avec Osei Tutu Kwame Asibe Bonsu (1804-1823). De son règne datent les descriptions de l'empire ashanti, souvent citée, par Edward T. Bowdich (Mission from Cape Coast Castel to Ashante, Londres 1819);

Au cours du XIX^e siècle, sept guerres eurent lieu entre les signataires de ce traité, jusqu'à ce que les Anglais, grâce à leur supériorité militaire, finissent par l'emporter et bannir aux Seychelles l'Asantehene Osei Agyeman Prempeh Ier et plusieurs dignitaires importants, en 1896.

Cependant, lorsque ce dernier revint d'exil en 1924, le gouvernement colonial britannique ne le reconnut plus comme Asantehene, mais seulement comme Kumasihene, prince parmi d'autres. Il en fut de même avec son successeur, Osei Agyeman Prempeh II (1931 - 1970), dont le règne vit la création de l'Etat moderne du Ghana (1957), qui accorda à l'Asantehene le statut d'un souverain traditionnel;

Cela dit, bien que le Ghana soit une République, elle fait une large place dans ses institutions, à travers sa «National House of Chiefs», aux quelques rois tribaux du pays et évidemment au plus important d'entre eux : Otumfuo Osei Tutu II, roi des Ashantis...

Otumfuo Osei Tutu II a été intronisé en 1999. Politiquement, il est considéré comme au dessus de tous les autres rois, «Pimus inter pares». Il vit dans son palais de Kumasi qu'il quitte peu sauf pour des voyages officiels qui lui firent rencontrer le Sultan du Maroc, le Roi de Norvège mais surtout être reçu à Buckingham par la reine Elisabeth I d'Angleterre...

Otumfuo Osei Tutu II entretient également une forte amitié personnelle avec le Prince Charles qui, toujours ans dans la bonne tonalité, concourt ainsi à reconnaître la vitalité de l'idée royale en Afrique.

Constitutionnellement, le roi des Ashantis couvre les *paramount chiefs* (chef du village qui est la capitale de la division territoriale) et les chefs de village de son secteur. Chacun de ces chefs, ou rois, prend ses décisions avec l'aide de son Conseil. La répartition est parfois complexe : ainsi le Roi du clan Agona, pour l'ensemble du territoire ghanéen, est aussi le roi de Denkyira, autre nom de l'Etat ancien d'Agona. Son titre est Denkyirahene.

Les attributions du Roi des Ashanti sont principalement médiatrices. Cumulant la haute main sur une sorte de justice de paix de première instance et sur la justice foncière dont l'exercice lui est reconnue traditionnellement, le roi des Ashanti exerce un pouvoir réel. Si on y ajoute son influence électorale discrète parce qu'il contrôle indirectement 45% de l'électorat... on réalise que son influence sur la vie ghanéenne dépasse de loin celle que peut avoir le Roi de Suède et doit au moins égaler celle que le Roi des Belges a chez lui...

Cependant le pouvoir du Roi peut être menacé par un imprévu extravagant... Ainsi, lors d'un voyage en Norvège, où il représentait son pays à l'occasion du Forum économique Norvège-Afrique, l'Asantehene s'est fait dérober, par un couple d'arabes, les bijoux traditionnels qu'il transporte toujours avec lui.

Un peu négligée, la valise à grigris s'envola en un instant d'inattention à l'hôtel Radisson Blu Plaza de Stockholm où résidait le souverain ashanti...

Ces bijoux, gri-gris, bagues et couvre-chefs, faisaient partie d'une collection amassée depuis des générations et utilisée par le roi Ashanti lors des cérémonies traditionnelles.

Avant que le roi ne soit justement conforté dans son autorité par la famille royale britannique, le sociologue ghanéen Nana Obiri Yeboah put craindre un instant que ce malheureux vol pourrait «entraîner la destitution [de Otumfuo Osei Tutu II] ou en tout cas à de sérieuses sanctions». «A une certaine période de l'année [lors de certains festivals], le roi se doit de les présenter. S'il n'est pas en mesure de le faire, il y a peu y avoir des sanctions». «Ces bijoux appartiennent au royaume et à la famille. Ils doivent être gardés par quelqu'un de responsable», poursuivait le sociologue africain...

Dynastiquement, le Roi des Ashanti ne succède pas selon un système de parenté bilatéral. L'héritage principal, c'est-à-dire la transmission en ligne maternelle des éléments politiques et économiques de la fonction et des biens de l'individu, est fondé sur l'abusua (matrilignage) et symbolisé par le mogya (sang), qui sont les bases structurelles de (p. 81) la formation et du fonctionnement des clans exogames, appelés nton, lesquels regroupent plusieurs matrilignages sous un même nom.

L'héritage secondaire, qui est la transmission en ligne paternelle des éléments spirituels et psychologiques du caractère et de l'âme de l'individu (sunsum), est fondé sur le ntoro (groupe ou division de parenté patrilinéaire) et symbolisé par le liquide séminal (ahoaba); c'est l'héritage d'un des abosom (esprits tutélaires) qui habitent les éléments naturels animés. Les couleurs rouge et blanc sont utilisées pour symboliser respectivement la ligne maternelle et la ligne paternelle, le corps et l'esprit, le sang et le liquide séminal. La dominance matrilinéaire se traduit par le fait que le chef, étant possédé en permanence par ses ancêtres, jouit d'un sta-



tut supérieur à celui des prêtres et prêtresses (même lorsque ceux-ci sont parfois possédés par leur esprit tutélaire). L'hommage rendu publiquement aux ancêtres est souvent associé aux rites accomplis lors des différents «jours maléfiques», appelés dabone. Cette coexistence des éléments matrilinéaires dans la vie politique, sociale et économique avec les éléments patrilinéaires dans la vie rituelle, spirituelle et psychologique met en évidence le fait que la culture akan est le résultat d'une fusion de traits culturels d'origines géographiques différentes. Le cycle de quarante-deux jours, composé des dabone, semble être, comme la plupart des traits qui composent la culture akan, le résultat d'une synthèse d'éléments d'origines distinctes.

Bref, il faut simplement que nous sachions ici que c'est la reine-Mère qui nomme le futur Roi. Ce qui n'est pas si bête... au fond. En tout cas pas plus ridicule que notre débat entre Orléanistes et «légitimistes»...



Dans un contexte de capitalisme cerné par les émeutes, il convient de prendre la mesure du phénomène et de sa seule solution : le coup d'État militaire révolutionnaire.

Relire « *Le Temps des émeutes* » de Bertho



Le capitalisme est désormais cerné par les émeutes. Nous sommes entrés dans le temps des émeutes que l'anthropologue Alain Bertho annonçait en 2009. Nous n'en sommes pas sortis et nous n'en sortirons probablement qu'en sortant du capitalisme.

Comme pour presque tout, la chose a commencé en France. Pour le chercheur, il ne fait aucun doute que les premières émeutes raciales copiées depuis en Angleterre en Suède, en Grèce mais aussi dans tout le bassin méditerranéen, ouvrent une nouvelle ère. « *L'émeute de 2005 ne s'est jamais arrêtée* » avance Alain Bertho. « *Les émeutes de 2005 inaugurent un nouveau cycle d'émeutes en France et dans le monde. Dans ce nouveau cycle, la question de la place de la jeunesse populaire et de la valeur de la vie des jeunes est posée avec force. Les émeutes déclenchées par la mort d'un jeune dans laquelle la responsabilité des autorités est engagée se multiplient depuis dans le monde, sur tous les continents* ».

Alain Bertho est professeur d'anthropologie à l'Institut d'études européennes et directeur de l'École doctorale de sciences sociales de l'université Paris-VIII Saint-Denis. Ses recherches s'articulent depuis vingt ans autour de la crise du politique et de l'État, et ont comme principale problématique la question de la banlieue. Il anime un site internet, Anthro-

logie du présent, où il relaie et analyse les émeutes dans le monde entier.

Dans une interview donnée à l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS), le professeur de l'Université de Paris 8 rappelait récemment que les révoltes ne sont pas nouvelles et qu'elles reviennent tous les cinquante ans. Elles ont cependant actuellement quelque chose de nouveau : ce ne sont pas des révolutions accompagnées d'un message clair et homogène, mais des rébellions associées à divers événements.

Pour le chercheur, l'origine des révoltes actuelles est à chercher du côté de l'absence et de la déficience de l'État qui manifeste un mélange de mépris, de "bureaucratisme" et d'autoritarisme vis-à-vis des populations. Pour leur part, les partis politiques seraient noyés dans les logiques de l'État et ne trouvent plus les moyens d'entendre et de se représenter les souffrances des populations.

« *La politique moderne est morte* ». En dressant ce constat, Alain Bertho énonce un fait. « *La rupture entre la jeunesse et l'espace politique et social de l'état est profonde et irrémédiable. L'émeute n'est pas une politique, c'est juste une absence criante de politique, elle est un désir de politique. Mais une politique en dehors de l'espace étatique* ».

Pour Alain Bertho « *L'événement inaugural est général. Il montre la communauté de colère et de souffrance d'un bout à l'autre du pays, entre des gens qui ne se connaissent pas. Cette communauté n'a pas besoin de se manifester de nouveau de cette façon. De l'affrontement général, on est passé à l'affrontement latent, permanent ou toujours possible. D'une certaine façon, l'émeute de 2005 ne s'est jamais arrêtée. Elle se poursuit sous d'autres formes. Ce qu'on a perdu en extension, on le gagne en intensité* ».

Depuis plusieurs années, Alain Bertho se tient donc quotidiennement à jour de ce qui se passe dans le monde. Il a compté près de 550 situations d'ampleur variée dans 96 pays en 2009. En 2010, près d'un millions et cela ne fait qu'amplifier...

Pourtant, l'émeute n'est pas seulement un événement contemporain. Elle n'est pas non plus une mode passagère. Des émeutes

paysannes et autres jacqueries du XVIe au XVIIIe siècle jusqu'aux révoltes ouvrières des deux derniers siècles, l'émeute est une constante de l'histoire. Néanmoins sur les 20 dernières années, le nombre d'émeutes augmente ou du moins celles-ci acquièrent une plus grande visibilité grâce à l'émergence des nouvelles technologies des médias (Youtube, Dailymotion, Tudou le Youtube chinois). L'augmentation du nombre d'émeutes s'accompagne d'un mutisme sur leurs origines et revendications. En quelque sorte, une violence aveugle aurait remplacé l'émeute à caractère politique du mouvement ouvrier.

DES MOTIFS DIVERS MAIS TOUJOURS DIRECTEMENT LIÉS AU CAPITALISME

Dans son livre, Alain Bertho recense un grand nombre d'émeutes pour divers motifs, de la mort d'un jeune dans un quartier, jusqu'aux émeutes à caractère racial comme à Anderlecht ou à Alchorchon (banlieue de Madrid). Deux de ces événements sortent du lot par le niveau élevé de violence et leur durée : les émeutes dites « des banlieues » en 2005 suite à la mort de deux jeunes, Zyed et Bouna, à Clichy-sous-Bois et qui se sont propagées à de nombreuses cités en France ; et en Grèce en 2008 où le pays prend feu suite à l'assassinat d'Alexandros Grigoropoulos par la police. La différence des réactions dans les deux pays tend à démontrer que, pour la Grèce, rien n'entrave la solidarité entre étudiants et jeunes de banlieue, au contraire de la France et d'autres pays européens où les deux catégories de jeunesse sont divisées.

De même, à travers le monde, les émeutes se multiplient comme celles de la faim le long de l'année 2008, qui sont des émeutes contre les diverses spéculations financières sur le cours des matières premières. En Chine, des émeutes rassemblent parfois des villes entières contre la corruption et que l'état chinois n'arrive pas à taire. Et que penser des émeutes insurrectionnelles de Redeyef, Sidi Ifni, Oaxaca, Tacna ? Le silence pèse sur tous ces événements que l'on classe facilement comme des violences aveugles ou qui ne sont même pas commentées. On les fait devenir invisibles, muettes et apolitiques.



Naturellement, la quasi-invisibilité du phénomène dans les grands médias est suffocante. On ne commence à parler des émeutes quotidiennes au Cachemire qu'en septembre 2010 alors qu'elles ont commencé le 17 juin (à cause de la mort d'un jeune !) et qu'elles ont déjà fait une centaine de morts. Les émeutes ouvrières du Bangladesh, qui étaient des émeutes d'enfants ouvriers, ont été passées sous silence, etc...

Pour l'anthropologue, le phénomène émeutier marque son unité à travers ce que j'appelle le répertoire, c'est-à-dire les actes par lesquels on affronte les pouvoirs. Ces actes sont différents de ceux des révoltes antérieures et les images se ressemblent étonnamment d'un continent à un autre. Il n'est pas toujours simple de distinguer un jeune étudiant vénézuélien d'un jeune Palestinien sur l'esplanade des Mosquées, un jeune Kurde d'un émeutier d'Hambourg.

Quelques grandes causes de colère s'affirment et se renforcent : émeutes du logement, émeutes de l'électricité, émeutes contre la vie chère. D'autres apparaissent. Une des caractéristiques fortes de l'année qui vient de s'écouler est l'extension nouvelle des émeutes ouvrières.

Selon Bertho trois processus qui convergent. Le premier est l'effondrement, partout, de l'espace de représentation politique et le face-à-face direct des gens et de l'État sans médiation politique. C'est sans doute la première leçon des émeutes. Le second processus pourrait être caractérisé comme « *l'extension du domaine de la lutte* » : ce face-à-face des gens et des pouvoirs, celui de l'État comme celui du Capital, touche tous les domaines de la vie.

Le capitalisme est-il directement menacé par ces émeutes. Impacté, peut-être mais menacé non... sauf indirectement, quand des systèmes militaires viennent à basculer du côté des émeutiers. Alors, là, effectivement, ce n'est plus pareil... mais Bertho n'aborde jamais cette question.

C'est l'écrivain réactionnaire à la mode car chacun se figure être un des premiers à le lire... En réalité, Davila est un petit maître dont les aphorismes peuvent avoir un grand intérêt à être lus par des militants.

Davila, un petit maître anti-moderne

Cet homme-là écrit un jour : « *L'intelligence est une patrie*. » « *Nous ne devons pas émigrer mais conspirer* », n'a pas l'envergure d'un Bernanos ni d'un Maurras, pourtant ces deux seules phrases de Nicolas Gomez Davila suffiraient à le faire entrer dans un panthéon militant, lui le colombien réactionnaire qui connaissait si bien l'Europe et la France en particulier...

Davila n'est certes pas un maître absolu mais ses aphorismes sont utiles. Ils en font un « petit maître » appréciable qu'il faut avoir lu parce que, d'abord, il est facile à lire et qu'il convient à nos temps anthropologiques pauvres où le militant anti-moderne a lui aussi subi une désaffection pour le (gros) livre...

Le libéralisme, la démocratie et le socialisme, sont les principales cibles de la critique acerbe de Gomez Davila ; il estime en effet que c'est en raison de l'influence de ces idéologies contemporaines que le monde est décadent et corrompu.

Né dans une famille de l'élite colombienne, il passe une partie de sa jeunesse à Paris. Il restera francophone et francophile. Pendant son enfance, en raison d'une grave pneumonie, il doit rester alité pendant deux ans, période pendant laquelle il suit les cours de précepteurs et se prend de passion pour la littérature classique. Plus tard, un accident de polo lui brise les hanches. Nicolas Gomez Davila est un grand bourgeois des Amériques mais son séjour en Europe avec son père, dans les années 1920, l'a irrémédiablement doté d'un esprit cosmopolite. Une instruction confiée à des précepteurs, hellénistes et latinistes, fera de lui un connaisseur des grands textes théologiques et philosophiques.

De retour en Colombie dans les années 1930, il ne retourne jamais en Europe par la suite, à l'exception d'un séjour de six mois en 1948, en compagnie de son épouse. N'ayant jamais fréquenté l'université, il passe dès lors la plupart de son temps chez lui, où il accumule plus de 30 000 livres dans une impressionnante bibliothèque.

En 1954, un premier ouvrage est publié par son frère : Notas I,

une compilation de remarques et d'aphorismes qui restera très largement ignorée dans la mesure où cent exemplaires seulement en ont été tirés — ils étaient destinés à être offerts à des proches.

Gomez Davila compose un petit recueil d'essais, *Textos I*, qui est publié en 1959 (comme pour *Notas I*, le deuxième volume n'est jamais paru). Il y développe les concepts de base de son anthropologie philosophique et de sa philosophie de l'histoire, dans un registre de langue très recherché, où abondent les métaphores. C'est dans cet ouvrage qu'il exprime pour la première fois son intention de créer un « mélange réactionnaire », un système philosophique ne pouvant selon lui rendre compte de la réalité.

En 1958, il se voit offrir le poste de premier conseiller du président colombien, mais il le refuse ; lorsqu'on lui propose en 1974 de devenir ambassadeur à Londres, il refuse également. Même s'il appuie le président Alberto Lleras, il n'exerce aucune fonction politique.

Il ne s'est jamais montré particulièrement intéressé par la renommée que pouvait acquérir son œuvre. De fait, sa réputation n'a commencé à croître véritablement qu'au début des années 1980, par le biais de traductions en allemand, puis en français et en italien. Les premiers à reconnaître l'intérêt de son œuvre ont été, entre autres, Robert Spaemann, Martin Mosebach, Botho Strauss, Reinhart Maurer, Ernst Jünger, Erik von Kuehnelt-Leddihn, Rolf Schilling, Heiner Müller, Franco Volpi, Asfa-Wossen Asserate, Jean Raspail, Philippe Billé (qui a été le premier à le traduire en français) et Richard Dubreuil.

Sa formation intellectuelle et sa vie littéraire l'apparentent à Montaigne, Arthur Schopenhauer et Giacomo Leopardi — ses auteurs de prédilection. Une vie solitaire, dans sa riche maison de Bogotá, consacrée à la lecture et à la méditation, l'amène à écrire une œuvre gigantesque — des centaines d'aphorismes groupés en volumes intitulés *Scolies*, *Nouvelles scolies*, *Autres scolies* pour un texte implicite.

Avec cet art d'en dire le moins pour penser plus, Gomez Davila



affichait son refus d'être un intellectuel. Estimant que les « questions métaphysiques ne tourmentent pas l'homme afin qu'il les résolve mais qu'il les vive », il tenait pour lui que la seule cause digne d'un combat demeurerait celle des mots, du sens qu'ils offrent à la méditation. C'est comme gardien du verbe qu'il se qualifiait lui-même de penseur « réactionnaire ». Non de « conservateur ». En cette époque « insurgée contre Platon », que peut-on conserver ?

A mesure que la planète se couvre de déchets industriels et urbains, l'essentiel — la pensée contemplative, le goût des œuvres, la conversation — a fini, broyé, dans les casses du modernisme — les universités, les médias et les bureaucraties politiques.

Pour résister en vaincu au triomphe de la vulgarité langagière et spirituelle de la démocratie de masse, Gomez Davila n'avait d'autre choix que le style.



« L'Église a pu évangéliser la société médiévale parce que c'était une société de pécheurs, mais son avenir n'est pas prometteur dans la société moderne où tous se croient innocents. »

Tout ce qui peut interrompre une tradition oblige à repartir de l'origine. Et toute origine est sanglante.

La plus grande faute du monde moderne n'est pas d'avoir incendié les châteaux, mais d'avoir rasé les chaumières. Ce qu'on voit s'effacer, au fil du XIXe siècle, c'est la dignité des humbles.

« Le peuple n'est pas nécessairement vulgaire. Pas même dans une démocratie. Par contre, les classes supérieures d'une démocratie le sont nécessairement, parce que si ses membres ne l'étaient pas, ils ne se seraient pas élevés dans une démocratie. »

Le raciste s'exaspère, parce qu'il soupçonne en secret que les races sont égales ; l'anti-raciste aussi, parce qu'en secret, il soupçonne qu'elles ne le sont pas.

Pour punir une idée, les dieux la vouent à enfiévrer les imbéciles.

Le suffrage universel ne reconnaît finalement à l'individu qu'un seul droit : celui d'être alternativement oppresseur et opprimé.

Éduquer les jeunes gens ne consiste pas à les familiariser avec leur époque, mais à faire en sorte qu'ils l'ignorent le plus longtemps possible.

L'intelligence est spontanément aristocratique, car c'est la faculté de distinguer les différences et de fixer les rangs.

En s'écroulant, une aristocratie explose en mille individus vigoureux qu'elle jette avec force dans l'histoire. Une démocratie, en disparaissant, se dégonfle comme un ballon de baudruche.

L'homme satisfait est médiocre, quand sa satisfaction provient d'actes ou d'objets éphémères, quand il se contente de tout ce qui passe et meurt, de tout ce qui n'aspire pas à ne pas passer, à ne pas mourir. (...)

Peut-être qu'après tout, la meilleure justification des aristocraties est notre évident besoin de spécialistes de l'art de vivre.

Le peuple n'est pas nécessairement vulgaire. Pas même dans une démocratie. Par contre, les classes supérieures d'une démocratie le sont nécessairement, parce que si ses membres ne l'étaient pas, ils ne se seraient pas élevés dans une démocratie.

La féodalité a été fondée sur des sentiments nobles : loyauté, protection, service. Les autres systèmes politiques se fondent sur des sentiments méprisables : égoïsme, convoitise, jalousie, lâcheté.

L'effet immédiat et spontané de la prière est la conscience de notre insignifiance. Cela suffit à la rendre précieuse.

« Nous ne blâmons pas le capitalisme parce qu'il fomente l'inégalité, mais pour favoriser l'ascension de types humains inférieurs. »

Après avoir discrédité la vertu, ce siècle est parvenu à discréditer les vices. Les perversions sont devenues des parcs suburbains que fréquentent en famille les foules dominicales.

La féodalité a été fondée sur des sentiments nobles : loyauté, protection, service. Les autres systèmes politiques se fondent sur des sentiments méprisables : égoïsme, convoitise, jalousie, lâcheté.

Ceux qui croient trouver des arguments contre le catholicisme, et contre la religion en général, dans tous ces récits de vies de saints, évidemment malades et proches de certaines formes lugubres de démence, méconnaissent que rien ne justifie mieux la religion que ce singulier pouvoir de faire fructifier ces existences misérables, au lieu de les livrer à la triste stérilité d'un traitement scientifique dans une clinique aseptisée.

La courtoisie nous donne la faculté de respecter nos interlocuteurs sans avoir besoin de croire à leur importance.

Quand la patrie n'est pas le territoire des temples et des tombes, mais une simple somme d'intérêts, le patriotisme est déshonorant.

Les idéologies ont été inventées pour que celui qui ne pense pas puisse donner son opinion.

L'égalitariste considère que la courtoisie est un aveu d'infériorité. Entre égalitaristes, c'est la grossièreté qui marque le rang.

L'opinion publique n'est pas aujourd'hui une somme d'opinions personnelles. Les opinions personnelles sont au contraire l'écho de l'opinion publique.

Aussi longtemps qu'on ne le prend pas au sérieux, celui qui dit la vérité peut survivre dans une démocratie.

La littérature ne périt pas parce que personne n'écrit, mais quand tout le monde écrit.

Si l'on aspire seulement à doter d'un nombre croissant de biens un nombre croissant d'êtres, sans se soucier de la qualité des êtres ni de celle des biens, alors le capitalisme est la solution parfaite.

Nous ne devons pas émigrer mais conspirer.

Les journalistes sont les courtisans de la plèbe.

Peu de choses meurent aussi vite que les idées, et peu de cadavres inspirent une telle indifférence (...)

« Si le réactionnaire n'a aucun pouvoir à notre époque, sa condition l'oblige à témoigner de son écoeurement. »

Les musées sont l'invention d'une humanité qui n'a pas de place pour les œuvres d'art, ni dans ses maisons, ni dans sa vie.

Les activités supérieures de l'esprit paraissent toujours parasites aux yeux du sot. Le degré de civilisation d'une société se mesure au nombre de parasites qu'elle tolère.

Si le réactionnaire n'a aucun pouvoir à notre époque, sa condition l'oblige à témoigner de son écoeurement.

Toute rébellion contre l'ordre de l'homme est noble, tant qu'elle ne masque pas une rébellion contre l'ordre du monde.

Notre société tient à avoir des dirigeants élus pour que le hasard de la naissance ou le caprice du monarque ne viennent pas tout à coup livrer le pouvoir à un homme intelligent.

L'individu obéissant à une vocation authentique est réactionnaire. Quelles que soient les opinions qu'il nourrit. Est démocrate celui qui attend du monde la définition de ses objectifs.

L'intelligence est une patrie.

Les aphorismes de Davila

Humeur

Qui va nous dire la vérité sur la crise ?

Nous avons, c'est bien connu, un personnel politique d'une grande lucidité. La meilleure classe politique du monde, formée dans des écoles d'administration extrêmement performantes. Regardez :

- Entre 2009 et 2011, à chacune de ses apparitions télé, Sarkozy a dit "la crise est derrière nous". Jusqu'à la campagne présidentielle où il a assuré qu'elle était devant nous cette crise (et que seul lui pouvait nous en sauver). Il a toujours expliqué que cette crise était "une crise financière".

- François Hollande a toujours nié l'existence de la crise, jusqu'au mois de mai 2013 où il l'a finalement découverte. Aujourd'hui il assure que, si crise il y a, c'est à cause de Sarkozy.

- Copé (qui pense que les Français ont la mémoire courte) assure que, s'il y a une crise, c'est de la faute de François Hollande.

- François Bayrou n'a jamais parlé de la crise avant 2013. Pour lui aussi, il n'y avait que des "problèmes créés par Sarkozy" (qui l'ont même conduits à appeler à voter pour Hollande). Et en début d'année 2013 Bayrou vient de publier un livre pour prévenir que "aye aye aye, attention, la crise elle est dangereuse". Quel visionnaire !

- Pour Mélenchon, il suffit de tirer un trait sur la dette pour que la crise n'existe plus.

- Marine Le Pen laisse aussi croire à ses électeurs qu'on pourra revenir à "comme c'était avant".

Dans les faits, maintenant, des usines aux petits commerces : tout continue de fermer. Que fait le gouvernement ? Rien, il cherche à augmenter les rentrées fiscales et à diminuer les acquis sociaux pour faire des économies ; aujourd'hui c'est aux aides familiales qu'on s'attaque, et demain ce sera sur l'âge du départ à la retraite que les coupes porteront. Et après ? Rappelons-nous qu'il y a 3 ans, Hollande était contre la retraite à 62 ans. Pour quelle raison s'arrêterait-il à 65 ans ? Pourquoi pas 75 ? Faudrait-il au quel cas continuer d'appeler ça une "retraite" ? Il conviendrait plutôt d'appeler ça une "aide à la fin de vie".

"Gouverner, c'est prévoir", dit-on. Alors, soit, ils vendent au Qatar les derniers bijoux de famille et nous taxent à l'ultime degré. Mais avez-vous entendu un de ces débilés de la majorité ou de l'opposition PREVOIR quoi que ce soit pour sortir de la crise ??? Non : ils comptent juste bénéficier du système jusqu'à la dernière seconde à leur profit personnel, et ce qui adviendra des Français par la suite, ils s'en foutent complètement. Ils ne diront pas la vérité.

La vérité c'est que, pour les retraites comme pour le reste, la France est en train de crever. Parce que ni les politiciens, ni les Français, ne veulent se remettre en question et admettre la réalité de cette crise qui n'a rien de financière : les problèmes financiers découlent clairement d'une crise de civilisation.

Si on veut continuer de tout perdre... et bien on continue comme ça, en se disant que, s'il y a une crise, c'est de la faute à Sarkozy, c'est de la faute à Hollande, puis ce sera de la faute à Copé ou à un autre.

La réalité c'est que, avec la complicité des politiciens, les retraités d'aujourd'hui ont laissé derrière eux une France du tiers-monde, une jeunesse du tiers-monde qui est invisible à leurs yeux, invisible aux yeux des Parisiens enfermés dans leur bulle... Une France du tiers-monde et une jeunesse du tiers-monde qui ne sont pas capables de payer leurs retraites. Et comment auraient-ils pu l'être ??? D'ailleurs, s'il faut toucher aux retraites, dans ce cas pourquoi ne toucherait-on pas d'abord à celles des retraités qui ont refusé d'avoir des enfants : c'est de leur faute si on en est là. C'est eux qui ont préféré avoir des immigrés du tiers-monde et des caniches de compagnie plutôt que des enfants.

La réalité c'est qu'on est tellement dans la merde que, si le gouvernement pour relever la France et la natalité se mettait à aider les familles nombreuses (au lieu de les ponctionner) et bien en aidant ces familles nombreuses... il aiderait la France du tiers-monde !

La boucle est bouclée : il est devenu impossible de relancer ce pays. Seule une révolution peut nous sortir de là.

Guy Hendal

Le principal vecteur de modernité n'est plus le capitaliste, le trader ou le pornographe ou le publicitaire : c'est la jeune fille qui ne se sépare jamais plus de son smart phone. Cette petite salope est l'ennemi absolu. Heureusement, il y a la décroissance.

Dans le cauchemar moderne, l'ennemi n'est plus de l'autre côté de l'océan ou de la frontière, il n'est pas forcément dans les caves, ni dans les bas-fonds, ni dans les soutes.

Il n'est plus vraiment chez l'adversaire politique radical, ni chez ceux de la religion qui vous débecte.

Il n'est pas non plus chez l'idiot ou le crétin, chez celui qui ne comprend rien ou qui jouit seulement de tout..

L'ennemi, et c'est effrayant, dort chez vous dans la chambre d'à côté et vous entendez sa musique de merde chaque fois que vous passez devant sa porte toujours refermée sur une virtualité si bête..

Que faire des petites salopes ?

«...l'écologie extrême, nous sauvera ! Elle est notre dernière chance de discipline collective et d'argumentation des interdits. En clair, la décroissance est l'unique voie possible d'incrimination des prothèses. Oh, certes, pas au nom de la morale et de la dignité de l'individu... Non, cela n'est plus possible... Mais au nom de la pollution des nappes phréatiques...»



Par Nestor Barmu, (un sale type louche).

Les peuples seront demain ce que leurs jeunes filles sont aujourd'hui. Si cette maxime est un peu vraie, si les musulmans ont raison au moins sur ce point, alors nous sommes dans la merde. Nous sommes morts.

Depuis que la modernité se trouve toute entière dans nos prothèses mobiles reliées à l'univers et à l'espace, dans nos smart phones et nos tablettes inutiles s'attaquant maintenant effrontément aux livres, aux journaux, à la pensée et même à la télé, nos garçons «geeks», plutôt invertébrés, lâches, malingres, et bigleux, ne sont plus seuls à hanter nos villes sur leurs skates et à donner raison à Philippe Muray et à son dégoût pour «Homo festivus».

Désormais, les jeunes filles de la modernité sont en première ligne. Leur cas est beaucoup plus grave.

Qu'est-ce donc qu'une jeune fille «normale» d'aujourd'hui ? C'est, certes, une petite salope Lolita de 13 ans, en string, maquillée et à talons aiguilles pour se rendre au bahut, et quand elles rejoignent leur chambre-univers elles le portent comme une guenon son bébé mort.. Et quand elles mangent, il est là, à côté de la fourchette. Quand elles font leurs devoirs au lit, cul à l'air pour se ventiler l'esprit au maximum, le téléphone est là, sur la couette, pas loin des peluches et des artifices de déco londonnienne promus par le marché mondialisé chez Gifi... Et quand elles sont sur la banquette arrière de la bagnole des parents ringards et non reliés au monde, leur téléphone est encore dans leur main pour écouter Justin Bieber un rappeur ou un autre dégénéré du même genre...

Nos jeunes filles ne quittent jamais cette prothèse-là. Quand elles marchent seule dans la rue, c'est encore en scrutant leur écran. Quand elles vous parlent, elles l'ont à la main, et quand elles rejoignent leur chambre-univers elles le portent comme une guenon son bébé mort.. Et quand elles mangent, il est là, à côté de la fourchette. Quand elles font leurs devoirs au lit, cul à l'air pour se ventiler l'esprit au maximum, le téléphone est là, sur la couette, pas loin des peluches et des artifices de déco londonnienne promus par le marché mondialisé chez Gifi... Et quand elles sont sur la banquette arrière de la bagnole des parents ringards et non reliés au monde, leur téléphone est encore dans leur main pour écouter Justin Bieber un rappeur ou un autre dégénéré du même genre...

Ce téléphone, véritable prothèse cérébrale, occupe l'essentiel du temps de la jeune fille moderne qui n'en est décidément plus à rêver au prince charmant mais plutôt à goupiller des plans culs avec ses copines et ses «amis» à faces de boucs.

L'innocence est partie. Le téléphone godemichet pour ados est pour demain. Il est là.

Pourtant, le plus clair de son temps, la jeune fille moderne ne le passe pas à téléphoner. Vous êtes con ou quoi ? Il y a belle lurette qu'un smart phone ne sert plus à téléphoner ! D'ailleurs, elles sont perpétuellement injoignables. Au contraire, dédaignant le journal intime sur lequel elles ne notent plus que le planning de leur pillule, elles consultent à l'infini leurs mails indigestes bourrés de fautes de syntaxe et d'orthographe. Et puis, tout en jetant un regard imprécis sur un dessin animé à la télé, elles envoient des SMS en tous sens.

Le plus drôle à ce sport, c'est de finir par entrer en contact avec un inconnu, vague connaissance virtuelle d'un copain d'une relation de vacances.

Là, protégé par l'anonymat, sous la couette jusqu'à 3 heures du matin, la grande liberté moderne commence !

Dans l'ennui moderne, la dernière liberté, c'est la transgression. Etre libre, c'est d'abord se faire peur. Le type au bout est peut-être -certainement- un gros poilu aux pieds sales qui vient lui aussi de débarquer dans la modernité blanche et d'y trouver un terrain de chasse à la salope européenne... Peu importe, c'est bon, c'est si virtuel, que la jeune fille en éprouve des frissons.

Un jour, cependant, la nature demandera à ces jeunes femmes d'être mère et de transmettre à leur tour quelque chose à leurs enfants.

Où en seront-elles alors ? Dans quelle mixture baigneront-elles ? Se-

ront-elles toutes devenues folles ? Auront-elles été finalement voilées par un mâle dominant rencontré par SMS ? Seront-elles donc soumises à un psy ou à un «dos argenté» ? Personne ne le sait encore..

En revanche, nous savons qu'à trente ans, elles auront déjà trahi mille fois leur classe sociale, leur lignée, leur sol, leur langue, leur civilisation, leur pays, enfin toutes ces conneries pour parents dont on pouffe naturellement sur les réseaux sociaux.

En effet, la petite salope occidentale contaminée et marchandisée n'est déjà plus accessible à rien d'élevé.

A Rien ? Sauf à l'écologie ! Sauf à la planète. Là, attention, après tout le boulot des pubs télé, des politiciens véreux et des professeurs de collège, c'est quand même du sérieux. On ne rigole plus. Le masque d'Homo festivus se fige. La mort globale de toute l'espèce, c'est quand même super grave, merde !

Et c'est là que l'écologie extrême, camarades anarcho-royalistes, nous sauvera ! Elle est notre dernière chance de discipline collective et d'argumentation des interdits. En clair, la décroissance est l'unique voie possible d'incrimination des prothèses. Oh, certes, pas au nom de la morale et de la dignité de l'individu.. non, cela n'est plus possible... Mais au nom de la pollution des nappes phréatiques par le contenu des piles électriques... Là, on peut encore interdire, là on peut encore taper fort et retrouver nos jeunes filles, non pas aussi pures que l'eau de roche comme on les voyait dans les romans du XIXème, mais au moins d'une nature non mutante, encore dans l'humain pour tout dire.

C'est ici l'un des nombreux avantages politiques que nous pouvons trouver à la décroissance, car la décroissance est à conséquences fondamentalement identitaires, même si elle ne le sait pas encore, et même si elle le refuse.

Une chronique de Netchaev le Vieux.

Hollande... Gabelle !

Chaque jour apporte sa nouvelle. Aujourd'hui vendredi 6 juin, un maire a informé la préfecture des Pyrénées-Atlantiques qu'il refuserait, tant qu'il serait à la tête de sa commune, de marier des couples de même sexe, estimant que la loi sur le mariage pour tous est "illégitime". Cette décision, suivie par l'ensemble de ses adjoints, a été jugée illégale par la préfecture.

Jean-Michel Colo, maire (divers droite) depuis 31 ans du village d'Arcangues, où est enterré Luis Mariano (qui était pourtant une pédale, non ?), l'a annoncé au Journal du Pays Basque dans son édition de vendredi, et l'a confirmé à l'AFP. "J'ai en effet été saisi d'une demande, mais nous avons informé le préfet que nous ne célébrerions aucun mariage homosexuel à Arcangues", a déclaré M. Colo au journal. "Chacun fait ce qu'il veut quand il ferme la porte de sa chambre, mais si on me demande en tant que maire de cautionner cela, alors là je suis très mal à l'aise", a-t-il dit à l'AFP.

M. Colo a précisé qu'il avait refusé une demande présentée à la fin mai par un couple d'hommes. Le maire a notamment dénoncé le changement de position du président François Hollande, qui avait laissé une porte ouverte à une "clause de conscience" pour les élus lors du congrès des maires de France en novembre 2012, et avait finalement reculé devant le tollé créé par ses propos chez les militants du "mariage pour tous".

M. Colo, 60 ans, a précisé que ses six adjoints avaient approuvé sa position. Il dit avoir écrit à la préfecture pour l'informer que sa mairie cesserait "tout acte d'état civil".

Cette mesure est, selon lui, rendue possible par le code des collectivités locales. Techniquement, selon M. Colo, cela ne constitue ainsi pas un refus d'appliquer la loi, mais une non-application de l'ensemble des compétences de l'exécutif municipal en matière d'état civil.

Malgré les engagements pris publiquement par François Hollande au début de la controverse du mariage gay, la préfecture, dans un communiqué diffusé vendredi soir, a rappelé que le "droit au mariage dans la commune du domicile ou de la résidence de l'un des époux, inchangé depuis 1804, ne connaît aucune dérogation". Elle souligne aussi que le maire peut déléguer ce pouvoir à ses adjoints ou à des conseillers municipaux. Elle souligne enfin que, dans le cas où "aucune possibilité de célébrer un mariage n'apparaîtrait, comme cela semble être le cas à Arcangues", deux types de sanctions pourraient être imposées.

En vertu du code pénal, un maire peut être condamné pour discrimination en cas de dépôt de plainte et risque "jusqu'à cinq ans d'emprisonnement et 75.000 euros d'amende", selon la préfecture. Le maire peut aussi être suspendu en Conseil des ministres, voire faire l'objet d'une "révocation", a précisé la préfecture.

La décision du maire a été contestée par l'association locale de défense des intérêts gays et lesbiens, les Bascos, qui a indiqué vouloir saisir la préfecture. "La loi doit s'appliquer sur l'ensemble du territoire", a déclaré à l'AFP Benat Gachen, président des Bascos, dénonçant ce "combat d'arrière-garde", selon lui "d'autant plus étonnant que dans ce village repose la sépulture de Luis Mariano", une des égéries de la communauté ho-

mosexuelle. L'association a annoncé qu'elle écrirait aussi aux ministres de l'Intérieur, Manuel Valls, et de la Justice, Christiane Taubira.

Sans doute, Jean-Michel Colo redoute que sa petite commune ne devienne un centre de mariages cultissimes entre fofolles.

Il a donc pris les devants... Mais, ce faisant, il a initié un mouvement de fond qui pourrait lui valoir le soutien de milliers de maires ruraux qui ne veulent pas de ça chez eux.

Bref, la guerre civilisationnelle continue en embrasant sans cesse des endroits où on ne l'attendait pas de sitôt... Quand François Hollande, du fond de sa cellule militaire aura à méditer comment il a pu en arriver là, il saura que tout avait commencé lorsqu'il prit cette funeste décision du mariage gay que personne ne lui demandait sérieusement, hormis quelques militants à l'anus dilaté... et alors il s'effondrera en pleurs.

Mais ce sera trop tard. Et de toute façon, l'heure de la gabelle aux haricots sera arrivée... Oh comme ce sera triste pour ce pauvre type qui ne voulait au fond que faire plaisir à tout le monde...



De l'intérêt d'un régime hybride...

Qu'est ce qu'une République royale ?

La République royale n'est pas seulement un groupe de rock suédois ni un village rebelle et rigolard de Wallonie ; ce n'est pas non plus seulement un régime idéal imaginé pour un jeu vidéo, ce n'est pas non plus une association du quartier reimois compris entre la rue Henri IV, la rue de Mars, la rue Andrieux et la rue de la Grosse Ecritoire : c'est une formule institutionnelle hybride qui fut utilisée au moins quatre fois clairement dans l'histoire européenne.

La République polono-lituanienne des deux Nations était présidée par un Roi élu... Le Commonwealth de Cromwell était héréditaire, la République néerlandaise des Provinces Unies était dirigée par le Prince d'Orange avec le titre de «stathouder»... Quant à la «République Royale de Naples» instaurée par une révolution populaire en 1647, elle reçut plusieurs noms officiels, tels que «République sérénissime du Royaume de Naples», ou «République royale» ou «Monarchie républicaine sérénissime de Naples», noms singuliers qui reflètent chaque fois la double nature de son régime, à la fois républicain et monarchique. Le sceau de cette République Royale déclarée comme telle comportait un écu rouge frappé du sigle S.P.Q.N (Senatus Populusque Neapolitenensis), surmonté de la devise Libertas et des armes du duc de Guise.

Aujourd'hui, dans la catégorie des régimes hybrides, c'est à dire républicains mais également dynastiques, on peut évidemment ranger la Corée du Nord, république dynastique s'il en est... mais aussi les monarchies républicanisées de Scandinavie où les monarques n'ont plus d'autres prérogatives que celles de faire vivre leur protocole, leur actions caritatives et d'accréditer cérémonieusement les ambassadeurs étrangers.

En Asie -au Japon, au Cambodge et au Bouddhisme- des régimes de rois repliés dans leur Palais survivent de nos jours avec une certaine grâce, en cultivant leur jardin ou en écoutant du jazz... Et si on revient dans les Balkans, on trouvera d'autres tentatives récentes de régime hybride : le Roi de Bulgarie Siémond II qui devint premier-ministre de la république bulgare... Ou encore le Roi Michel Ier qui peut parler, comme il le fit pour 90ème anniversaire, devant les deux chambres du Parlement réunies et faire la leçon aux parlementaires... La tentation de régime hybride allant jusqu'à la Serbie où la république Serbe a réinstallé le prince héritier dans le palais royal pour lui faire jouer un rôle protocolaire presque aussi

intense que celui laissé par la constitution sociale-démocrate au roi de Suède.

L'intérêt du régime hybride, c'est qu'il rassemble, c'est qu'il met fin à une guerre civile maintenue à travers des fidélités opposées à la forme du régime. Le régime hybride est en vérité, le véritable idéal du nationaliste raisonnable qui souhaite en finir avec la division entre deux raditions nationales concurrentes. Le régime hybride est le compromis politique par essence.

Naturellement, chacun sent bien que le cas des monarchistes français n'ayant jamais été réglé par une éradication totale, l'idée de la «République royale» reste vivante dans l'inconscient politique de notre pays. Pourtant, il semble à première vue que jamais la République Royale n'exista en France... et que nous ne connûmes jamais aucun régime hybride. C'est oublier le premier et le second Empire qui, au fond, ne furent pas autre chose que des républiques couronnées à vocation héréditaire... des régimes dont les nostalgiques qui, en parlant de république autoritaire, de république plebiscitaire ou d'hyper République ne parlent déjà plus de la république étalon que nous connaissons en France et s'approchent du compromis des traditions politiques nationales.

Au delà de l'originalité, un régime hybride rendrait-il encore des services dans le cas particulier de la France ? C'est ce que pensaient jadis les royalistes de gauche de Bertrand Renouvin, favorables à une «royalisation de la république» à travers l'accession longtemps espérée du Comte de Paris à la présidence de la Cinquième République. Car, c'est le comte de Paris qui a le mieux théorisé la République Royale. Se souvenant que la Révolution de Juillet 1830 avait déjà accouché, au profit de son aïeul Louis-Philippe d'Orléans, d'un régime hybride entre Ancien Régime et drapeau Bleu Blanc Rouge, le Comte de Paris avait quelques dispositions familiales à accepter cette formule jugée plus raisonnable et plus «française» que la diviseuse restauration, tentative impossible de faire renaître de façon pure et simple les loix fondamentales du Royaume, un sport mondain qui n'obsède plus de nos jours que quelques milliers d'empou-drés...

Cependant, le principal intérêt d'un régime hybride n'est donc pas à rechercher dans une meilleure gouvernance, mais dans la fécondité éventuelle d'un compromis majeur. Si la meilleure gouvernance sera toujours la dictature, le compromis peut en revanche être la meilleure manière de travailler à l'identité nationale. C'est

pourquoi la «république Royale» en France aurait un autre intérêt que de calmer notre perpétuel jeu de guerre civile : ce serait celui de redonner de la profondeur historique à un peuple qui n'est évidemment pas né en 1793 par l'assassinat du bon Louis XVI, mais qui remonte au moins à Clovis.

Dans cette perspective-là, s'il ne s'agit que d'intervenir de façon psychosociale sur le «roman national», la République Royale s'impose donc à tous ceux qui cherchent une médiation en profondeur au «mal français».

Mais alors quelle forme prendrait une République Royale ? Est-il possible de définir, au dessus de la charge de président de la République, une autre fonction, essentiellement représentative, forcément honorifique et protocolaire ? Oui, c'est possible, tous les régimes hybrides sont justement là pour nous en apporter la preuve : il s'agit simplement de faire jouer l'imagination constitutionnaliste et de mettre un tout dans son contraire absolu.

Tenez... Rien que par l'exemple de Benoit XVI restant «pape émérite» ou par la reine d'Angleterre qui reste chef d'un Commonwealth bourré de républiques, nous savons que la définition d'une fonction de «chef de l'Etat honoraire» est possible sans porter atteinte le moins du monde à la réalité de la fonction présidentielle. Dans une République Royale, l'héritier des rois capétiens, agissant non pas sous le principe de la légitimité mais sous celui de l'utilité psycho-sociale, pourrait ainsi disposer de quelques charges sacrées de la fonction présidentielle qu'un président laïc ne peut plus remplir de nos jours sans faire rire de lui.

Au fond, si une association de boulistes peut avoir un président d'Honneur, pourquoi la République Française n'en aurait-elle pas ? Chanoine du Latran, Co-prince d'Andorre, droit de grâce, défense des droits, protection de l'Académie française et de la Comédie française, grande maîtresse de la légion d'honneur... voilà les quelques compétences marginales (et souvent considérées comme désuètes) qu'un président d'aujourd'hui ne SAIT plus remplir, mais qu'un «fils de Saint Louis» remplirait infiniment mieux...

En tout cas, le lys Noir est convaincu qu'une telle formule de fusion ne devrait pas effaroucher un bon républicain. Nous voulons le penser pour ces républicains honnêtes et conscients que la République, aussi parfaite soit-elle sur le plan de la gouvernance moderne, restera toujours trop courte, trop idéale, pas assez charnelle, pas assez historique, pas assez légendaire, pas assez sacrée pour être totalement française...

Communiqué 011 de République Royale

Dans un article daté d'aujourd'hui vendredi 7 le quotidien Le monde, sous la signature de Nathalie Guibert et de Caroline Monnerod a décidé, comme ne centane de média depuis cinq jours, de commenter les fantasmes du Lys Noir auquel c'est la première fois -que cela arrive... Maintenant que la planète entière va ainsi s'intéresser à ce que les militants Lys Noir ont dans la tête en se couchant... Il est de notre responsabilité d'avertir nos lecteurs que nous voyons dans cet emballement inespéré les manoeuvres du lobby maçonnique de l'armée avec lequel Jean-Dominique Merchet, du journal l'Opinion à l'origine des premiers articles, entretient les meilleures relations de confiance.

Pire encore, l'article de l'organe socialiste initié Le Monde s'appuie sur le contenu de notre revue Arsenal pour inventer littéralement un projet de comité de salut public qui aurait été prévu autour des généraux Puga et Dary. Ce faisant le quotidien place évidemment ces deux généraux un peu «planplan» dans une situation délicate et surtout injuste.

Pourquoi le Monde a-t-il monté ce bobard en s'appuyant sur l'émotion suscitée par nos articles ? Evidemment parce qu'il a quelque chose en tête et que ce quelque chose s'appelle une épuration en préparation dans la haute hiérarchie militaire où les franc-maçons ne veulent plus entendre parler de généraux qui vont à une messe intégristes et commandent le lundi à des milliers de parachutistes, légionnaires, tankistes ou marsouins...

Pour y parvenir, le lobby maçonnique qui nous a déclaré une guerre civile inutile ne récoltera qu'une seule chose : la victimisation de centaines d'officiers catholiques qui, poussés à bout, se vengeront à la première occasion d'honneur. Nous en faisons le pari !

Lys noir

Hebdomadaire gratuit
en version Web et journal
Tabloïd imprimé en Europe
ISSN «en cours»
Commission paritaire «en cours»

Contact :

leslysnoirs@gmail.com -
Mobile : 06 59 59 16 35



Le Lys Noir est l'organe des Cellules Solidaires Anarcho-Royalistes (CSAR), elles-mêmes membres du Mouvement du 6 mai, (M6M) dont l'organe spécifique est la revue mensuelle Arsenal puisque le M6M est le front de combat chargé de propager un Appel à l'Armée dans une perspective de «révolution des Oeillets à la française».

Les Noyaux Actifs de la Nouvelle Action pour une République Royale - NARR sont «proches» des Cellules lorsque celles-ci, comme le 16 juin prochain dans l'ancienne circonscription de Cahuzac, prêtent leur concours à une opération électorale. Ce sont, par exemple, les NARR qui animèrent et centralisèrent en juin 2012 le pool électoral rassemblant 35 candidats Alliance Royale, 11 candidats Jeune Bretagne, 11 candidats Ligue du Midi, 25 candidats Mouvement Anti-Radar (directement Lys Noir) qui conjuguèrent ses efforts lors de la législative...

Qui sommes-nous ?

Les Cellules Solidaires animent également le FRAP (Front autonome du Pas de la Case) en Andorre. Ouvertement favorables à un coup d'Etat militaire, les Cellules Solidaires et le M6M militent pour un «gouvernement d'union nationale des dissidents dirigé par Philippe De Villiers sous l'autorité présidentielle de Jean-Pierre Chevenement».

Par anarcho-royalisme, les Cellules Solidaires, anti-capitalistes et autarcistes, entendent la concentration de la totalité des compétences locales au niveau du Canton afin de former des unités démocratiques de base, gérées par démocratie directe et nationalement coiffées par un Etat référentiel et non-parlementaire inspiré dans sa politique par la longue tradition capétienne de souveraineté et d'indépendance face aux Empires...

Sur le plan purement dynastique, les Cellules Solidaires, fusionnistes avec les meilleurs républicains, ne sont ni orléanistes, ni légitimistes, mais favorables à la reconnaissance par une «République royalisée» d'un statut de «chef d'Etat honoraire» avec compétences protocolaires et médiatrices, accordé au chef de la maison non-prétendante de Bourbon-Busset, en tant qu'ainé des «fils de Saint-Louis» et de la plus ancienne famille française...

En plein jugement Dalongeville, Pierre Mauroy a préféré arrêter là le sifflement de ses oreilles et s'est laissé mourir de son cancer. Le grand féodal aura un enterrement socialiste cocasse...

Mort d'un grand féodal socialiste

Longtemps président de la puissante fédération socialiste du Nord, Pierre Mauroy, qui vient de mourir d'une longue maladie, fut un faiseur de Rois et un efficace gestionnaire mafieux. Premier ministre de l'union de la gauche au début du premier septennat Mitterrand en 1981, maire de Lille pendant près de trente ans, Pierre Mauroy, était un féodal socialiste de première importance.

Appelé à Matignon après l'élection de François Mitterrand en mai 1981, il met en oeuvre, à la tête d'un gouvernement comprenant pour la première fois depuis la Libération des ministres communistes, le "changer la vie" prôné par le Parti socialiste : réformes sociales, décentralisation, nationalisations, abolition de la peine de mort.

Devant la menace de faillite économique - déficits publics et poursuite de l'inflation -, il assume le tournant de la rigueur en 1982-83, auquel se résout à regret Mitterrand. "Mauroy a été magnifique", se souvient Jacques Attali qui faisait partie, comme lui, des dirigeants socialistes hostiles au repli de la France à l'abri de l'Europe et de l'Occident monétaristes de Reagan et Thatcher.

Pierre Mauroy "a été décisif dans le fait de convaincre (François) Mitterrand qu'il ne fallait pas sortir du système monétaire européen et casser l'Europe pour faire le socialisme dans un seul pays. Mitterrand y avait un peu pensé", souligne de son côté Michel Rocard, qui assura plusieurs portefeuilles dans les deux premiers gouvernements Mauroy.

En juillet 1984, épuisé, Pierre Mauroy quitte Matignon après le retrait de la loi Savary sur l'éducation combattue par les partisans de "l'Ecole libre".

Né le 5 juillet 1928 à Cartignies (Nord), fils d'instituteur et petit-fils de bûcheron, Mauroy est nourri au lait du socialisme, bercé par le souvenir de Jules Guesde et de Jean Jaurès.

A 16 ans, il adhère aux Jeunesses socialistes dont il devient secrétaire général en 1955. Il fonde alors la fédération nationale des foyers Léo-Lagrange où son sens des contacts humains le fait remarquer.

En 1965, il soutient activement François Mitterrand, candidat unique de la gauche contre le général de Gaulle à la présidentielle.

En 1971, au congrès d'Épinay, Mauroy apporte les voix du Nord à Mitterrand qui prend la tête du nouveau Parti socialiste. En 1974, le nouveau député-maire de Lille - il a été élu l'année précédente - dirige la campagne présidentielle de Mitterrand.

Mais après la victoire de Valéry Giscard d'Estaing, Mauroy se rapproche de Michel Rocard, plus moderne et plus européen, qui l'entraîne dans sa défaite face à Mitterrand, au volcanique congrès socialiste de Metz, en 1979.

La disgrâce est éphémère puisque Mitterrand lui tend la main et le nomme Premier ministre après en avoir fait le porte-parole de sa campagne.

Après Matignon, Mauroy se replie sur son beffroi de Lille. Mais en mai 1988, il profite du bras de fer entre Laurent Fabius et Lionel Jospin pour se faire élire à la tête du PS, qui connaît des heures noires avec les déchirements du congrès de Rennes en 1990. Deux ans plus tard, il quitte la rue de Solferino, rejoint le Sénat et devient le premier Français à

présider l'Internationale socialiste.

Cet homme au physique imposant et à la voix grave, s'installe alors dans le rôle de sage de la gauche, pro-européen farouche - "je suis un socialiste hanséatique", disait-il - qu'il s'agisse de la création de l'euro et du Traité constitutionnel et rêvant d'une social-démocratie de la Baltique à la Méditerranée.

Durant sa gestion lilloise de la mairie et de la Communauté urbaine, Pierre Mauroy, conscient du poids de l'histoire maçonnique lilloise, va dès lors s'employer à rassurer les loges. Il nomme comme premier adjoint Marc Frison, frère du Grand Orient au réseau puissant, au détriment de son homme de confiance, Raymond Vaillant. Pierre Dasonville, autre frère, se voit proposer le poste de député suppléant.

Soucieux de conserver son réseau démocrate-chrétien européen, Pierre Mauroy reste profane, sans omettre de prêter une oreille attentive aux bruissements venus des loges. Les francs-maçons lui en savent gré et l'invitent à des tenues blanches qui remplissent le temple de la rue Thiers.

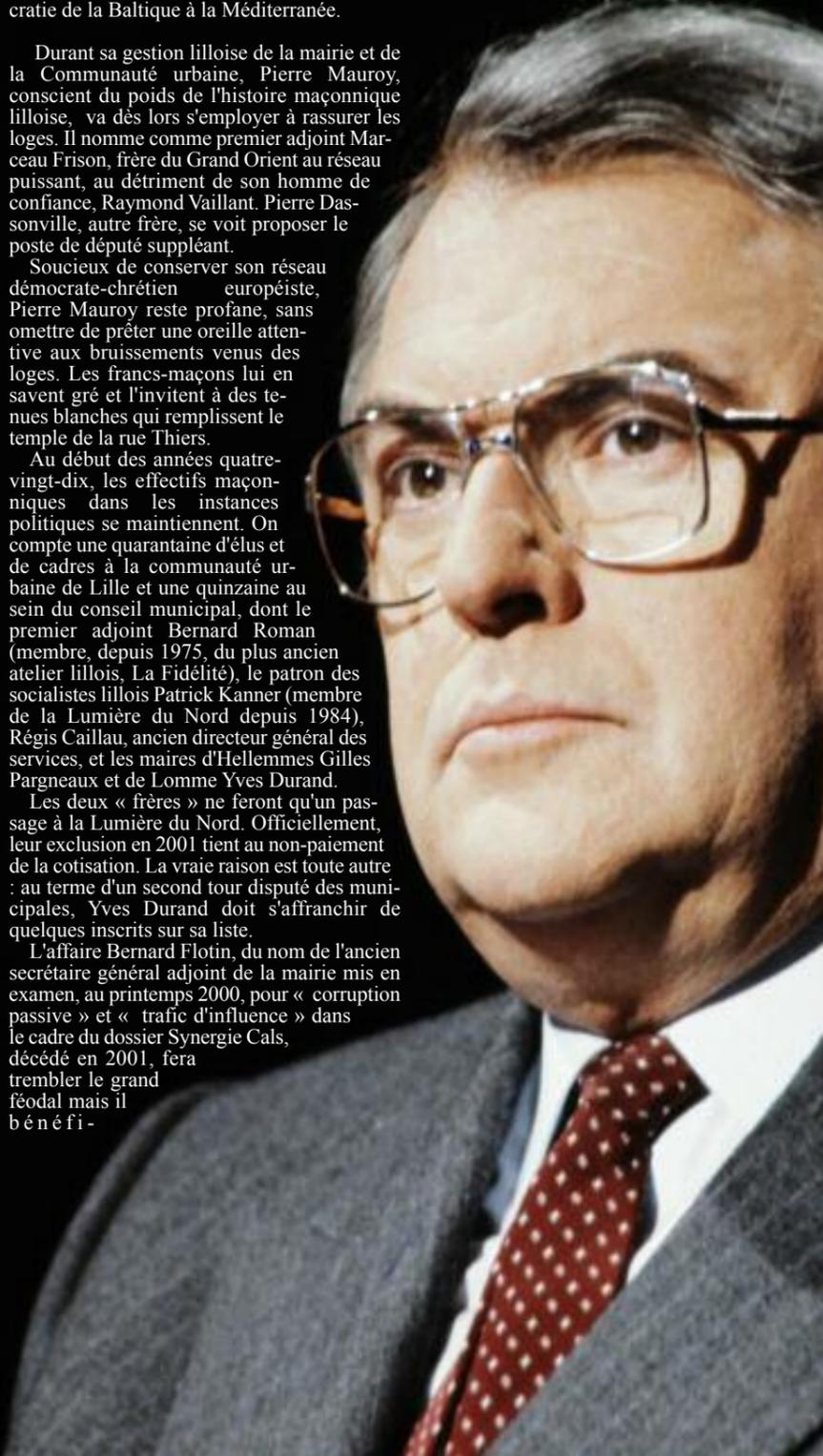
Au début des années quatre-vingt-dix, les effectifs maçonniques dans les instances politiques se maintiennent. On compte une quarantaine d'élus et de cadres à la communauté urbaine de Lille et une quinzaine au sein du conseil municipal, dont le premier adjoint Bernard Roman (membre, depuis 1975, du plus ancien atelier lillois, La Fidélité), le patron des socialistes lillois Patrick Kanner (membre de la Lumière du Nord depuis 1984), Régis Caillau, ancien directeur général des services, et les maires d'Hellemmes Gilles Pargneaux et de Lomme Yves Durand.

Les deux « frères » ne feront qu'un passage à la Lumière du Nord. Officiellement, leur exclusion en 2001 tient au non-paiement de la cotisation. La vraie raison est toute autre : au terme d'un second tour disputé des municipales, Yves Durand doit s'affranchir de quelques inscrits sur sa liste.

L'affaire Bernard Flotin, du nom de l'ancien secrétaire général adjoint de la mairie mis en examen, au printemps 2000, pour « corruption passive » et « trafic d'influence » dans le cadre du dossier Synergie Cals, décédé en 2001, fera trembler le grand féodal mais il b é n é f i -

ciera d'une certaine étanchéité.

Bilan : à l'issue, d'une vie entière passée dans la mafieuse fédération PS du Nord, Pierre Mauroy parviendra à n'être condamné que pour quelques emplois fictifs. Une performance relationnelle qui mérite d'être saluée...



Communiqué du LYS NOIR Leslysnoirs@gmail.com

Dans un article daté d'aujourd'hui vendredi 7 juin 2013, le quotidien *Le Monde*, sous la signature de Nathalie Guibert et de Caroline Monnerod, a décidé, comme une centaine de médias depuis cinq jours, de commenter les fantasmes du Lys Noir auquel c'est la première fois que cela arrive, lui qui aime bien les blondes un peu bourgeoises et salopes en même temps...

Maintenant que la planète entière va ainsi s'intéresser à ce que les militants Lys Noir ont dans la tête en se couchant... Il est de notre responsabilité d'avertir nos lecteurs que nous voyons dans cet emballement inespéré une manœuvre du lobby maçonnique de l'armée avec lequel Jean-Dominique Merchet, du journal *l'Opinion* à l'origine des premiers articles, entretient les meilleures relations de confiance.

Pire encore, l'article de l'organe socialiste initié *Le Monde* s'appuie sur le contenu de notre revue *Arsenal* pour inventer littéralement, au passage, et après avoir insisté encore sur nos fantasmes, un soi-disant projet de *comité de salut public* qui aurait été prévu autour des généraux intégristes Puga et Dary.

Ce faisant, le quotidien place évidemment ces deux généraux un peu « planplans » dans une situation délicate et surtout injuste au regard de leur soumission républicaine jamais prise en défaut auparavant.

Pourquoi le Monde a-t-il monté ce bobard en s'appuyant sur l'émotion suscitée par nos articles ? Evidemment parce qu'il a quelque chose en tête et que ce quelque chose s'appelle une épurcation en préparation dans la haute hiérarchie militaire où les franc-maçons ne veulent plus entendre parler de généraux qui vont dimanche à une messe intégristes et commandent lundi à des milliers de parachutistes, légionnaires, tankistes ou marsouins...

Pour y parvenir, le lobby maçonnique qui nous a déclaré une guerre civile inutile ne récoltera qu'une seule chose : la victimisation de centaines d'officiers catholiques qui, poussés à bout, se vengeront alors à la première occasion d'honneur.

Nous en faisons le pari ! Le coup d'Etat viendra des erreurs sensées l'empêcher préventivement... C'est trop drôle...

Précipitez-vous aussi sur ARSENAL...